



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.167/PC/13
1er mars 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ PRÉPARATOIRE DE LA CONFÉRENCE MONDIALE
SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PETITS ÉTATS
INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Reprise de la première session

7-11 mars 1994

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

Activités menées par les donateurs pour favoriser le
développement durable des petits États insulaires en
développement

Rapport du Secrétaire général

RÉSUMÉ

À sa première session (30 août-10 septembre 1993), le Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur les activités menées par les donateurs pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement (A/48/36, par. 72, décision 11). Le présent rapport, établi comme suite à cette demande, présente des informations analytiques et quantitatives sur les activités entreprises en 1991 et 1992, d'abord globalement (par. 15 à 18), puis selon qu'elles sont financées par des donateurs bilatéraux (par. 19 à 27) ou multilatéraux (par. 28 à 38), y compris des organisations non gouvernementales. Il donne aussi des indications sur la nature de l'assistance au développement fournie à ces États ainsi que sur les secteurs visés (par. 39 à 76). Comme le Comité préparatoire l'a demandé, les activités prises en compte dans le rapport sont groupées selon les 14 secteurs du projet de programme d'action en faveur du développement durable des petits États insulaires en développement. Le rapport peut donc servir à faire apparaître les lacunes dans l'allocation des ressources et à déterminer le rang de priorité à assigner aux activités futures en fonction d'une réévaluation des besoins; à cette fin, il présente un certain nombre de conclusions (par. 77 à 82).

* A/CONF.167/PC/12.

Le Comité préparatoire est aussi saisi, dans un autre document, d'une liste exhaustive des activités menées par les donateurs pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement, qui complète le présent rapport.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	Page
I. INTRODUCTION	1 - 14	5
A. Historique	1 - 3	5
B. Structure et méthodologie du rapport	4 - 14	6
II. AIDE ACTUELLEMENT FOURNIE PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT	15 - 76	9
A. Vue d'ensemble	15 - 18	9
B. Aide bilatérale	19 - 27	13
C. Aide multilatérale	28 - 38	15
1. Mesures prises par les organismes des Nations Unies	32	16
2. Mesures prises par les organisations intergouvernementales	33	17
3. Mesures prises par les organisations non gouvernementales	34 - 38	17
D. Examen des activités des donateurs, par secteur .	39 - 76	18
III. CONCLUSIONS	77 - 82	28

Tableaux

1. Aide extérieure totale aux petits États insulaires en développement, par source de financement et par secteur, 1991 et 1992	32
2. Aide extérieure totale aux petits États insulaires en développement, par secteur et par niveau d'activité, 1991 et 1992	33
3. Aide extérieure totale aux petits États insulaires en développement, par pays bénéficiaire, par donateur et par secteur, 1991-1992	34
4. Aide extérieure bilatérale aux petits États insulaires en développement, par secteur et par donateur, 1991-1992	46

/...

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
5. Aide extérieure bilatérale aux petits États ou territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et par donateur, 1991-1992	48
6. Aide extérieure bilatérale aux petits États insulaires en développement, par région bénéficiaire et par donateur, 1991-1992 .	52
7. Aide extérieure bilatérale aux petits États insulaires en développement, par secteur et par donateur : activités régionales .	53
8. Coopération technique bilatérale aux petits États ou territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et par donateur, 1991-1992	55
9. Répartition sectorielle de l'aide extérieure multilatérale aux petits États insulaires en développement, par secteur et par donateur, 1991-1992	59
10. Aide extérieure multilatérale aux petits États ou territoires insulaires en développement, par région bénéficiaire et par donateur, 1991-1992	61
11. Aide extérieure multilatérale aux petits États insulaires en développement, par région bénéficiaire et par donateur, 1991-1992 .	65
12. Aide extérieure multilatérale aux petits États insulaires en développement, par secteur et par donateur, 1991-1992 Activités régionales	66
13. Petits pays insulaires en développement : indicateurs de base . . .	68
14. Concessionnalité de l'APD bilatérale totale offerte aux petits États insulaires en développement, 1991-1992	70
15. Concessionnalité de l'APD multilatérale totale offerte aux petits États insulaires en développement, 1991-1992	71

Annexes

I. LISTE DES PETITS ÉTATS OU TERRITOIRES INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT FAISANT L'OBJET DU PRÉSENT RAPPORT	72
II. LISTE DES ORGANISATIONS ET DES PAYS DONATEURS QUI ONT FOURNI DES INFORMATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT	74

I. INTRODUCTION

A. Historique

1. Lors de sa première session tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 30 août au 10 septembre 1993, le Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement a prié le Secrétaire général d'établir, après avoir consulté les institutions et organismes compétents des Nations Unies, ainsi que les donateurs bilatéraux, régionaux et multilatéraux et les organisations non gouvernementales, un rapport sur les activités actuellement menées par les donateurs pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement (A/48/36, par. 72, décision 11). Le Comité préparatoire a également prié le Secrétariat de grouper ces informations selon les rubriques du projet de programme d'action en faveur du développement durable des petits États en développement insulaires¹ et de veiller tout particulièrement à ce que les données fournies par les organismes ne soient pas prises en compte deux fois, de façon à présenter une image réaliste des activités menées actuellement par les institutions et organismes.

2. Le fait que le Comité préparatoire ait demandé l'établissement d'un rapport sur les activités menées par les donateurs pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement indique que la communauté internationale commence à axer son attention sur l'application d'Action 21² à ces États. Leur vulnérabilité et leurs difficultés particulières, qui ont été reconnues par la communauté internationale lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) tenue à Rio de Janeiro (voir la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement³, Principe 6, et Action 21, chap. 17G) sont diverses et complexes et ont d'importantes conséquences le développement durable non seulement de ces États, mais aussi d'un grand nombre de pays développés et d'autres pays en développement. Les problèmes auxquels se heurtent ces États nécessitent la formulation de programmes efficaces tenant compte de leurs besoins prioritaires et conçus de façon à renforcer leur capacité de mettre au point et d'appliquer des politiques et des mesures susceptibles de favoriser leur développement durable à long terme.

3. Lorsque, au-delà de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, la communauté internationale voudra soutenir la formulation et l'application de plans et programmes de développement durable à long terme, il lui sera utile d'avoir une idée claire de l'ampleur, de la nature et de la répartition sectorielle de l'assistance au développement actuellement fournie aux petits États insulaires en développement. C'est ce qu'on a cherché à faire dans le présent rapport, ce qui a permis de faire apparaître certaines lacunes qu'il s'impose de combler. Les informations figurant dans le présent rapport seront également utiles lorsqu'il s'agira d'arrêter le rang de priorité à assigner aux activités futures.

Note : Les mots "État" et "pays" employés dans le texte et les tableaux s'entendent aussi, le cas échéant, de territoires ou de zones.

/...

B. Structure et méthodologie du rapport

4. Le rapport est divisé en trois sections. Outre, un bref exposé de la genèse du rapport, la section I expose la méthodologie utilisée pour recueillir les données. L'essentiel du rapport est la section II, qui présente une description générale des activités actuellement menées par les donateurs pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement, puis une analyse détaillée de ces activités selon qu'elles sont menées au niveau bilatéral ou multilatéral. Pour faciliter l'examen des activités multilatérales, on les a classées en trois catégories, selon qu'elles sont menées par les organismes des Nations Unies, par des organisations intergouvernementales ne faisant pas partie du système des Nations Unies par des organisations non gouvernementales. La dernière partie de la section II est consacrée à quelques projets importants entrepris aux niveaux bilatéral et multilatéral dans les différents secteurs du projet de programme d'action; le cas échéant, afin de présenter un tableau plus récent de l'appui fourni par les donateurs, on a aussi présenté des informations sur d'importantes activités entreprises en 1993, bien que ces dernières ne soient pas prises en compte à des fins statistiques dans le rapport. Enfin, la section III présente les conclusions du rapport.

5. Le texte du rapport est complété par de nombreux tableaux qui présentent des statistiques détaillées concernant les activités favorisant le développement durable des petits États insulaires en développement dans les 14 secteurs prioritaires du projet de programme d'action; ces statistiques concernent l'aide globale (tableaux 1 à 3), l'aide bilatérale (tableaux 4 à 8) et l'aide multilatérale (tableaux 9 à 12). Il y a aussi un tableau qui porte sur la coopération technique multilatérale (tableau 8), mais il n'a pas été possible d'en répartir les données entre les 14 secteurs (voir par. 10 ci-après). Trois autres tableaux présentent quelques indicateurs de base ainsi que les niveaux actuels de l'aide publique au développement (APD) fournie sur le plan bilatéral et multilatéral aux petits États insulaires en développement (tableaux 13 à 15). Pour préserver la continuité du rapport, on a regroupé les tableaux à la fin du texte.

6. Aux fins du rapport, les mots "actuel" "présent" ou "en cours" s'entendent des années 1991 et 1992. Selon les plans originaux, la période considérée devait aller jusqu'en 1993, mais il a fallu y renoncer faute de données suffisantes pour 1993. Le rapport présente par conséquent un "instantané" des activités menées par les donateurs et ne prétend pas décrire les tendances de l'assistance au développement durable des petits États insulaires en développement. Il s'écoulera sans doute plusieurs années avant qu'une tendance nette dans ce domaine ne se dessine, vu le temps qu'il faudra aux donateurs et aux bénéficiaires pour réorienter les programmes d'assistance au développement en fonction des priorités révisées.

7. Pour obtenir les données relatives aux activités multilatérales, le Secrétariat s'est adressé aux organismes et institutions des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pertinentes, en les invitant à communiquer des informations sur les activités qu'ils mènent pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement. Pour faciliter leur travail, les organisations ont reçu un questionnaire établi

/...

en fonction des directives énoncées par le Comité préparatoire dans la décision susmentionnée. La majorité des organisations contactées ont répondu (voir annexe II), ce qui a permis de recueillir une quantité considérable de données. Par contre, en dépit de lettres de rappel, les informations fournies par les organisations non gouvernementales n'étaient pas suffisamment exhaustives pour être intégrées dans les tableaux. Toutefois, dans la mesure du possible, elles ont été incluses dans un inventaire des activités qui a été établi par le Secrétariat et qui est soumis au Comité dans un autre document. En outre, une brève description des activités menées par les organisations non gouvernementales pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement, fondée sur les réponses reçues, figure à la section II C.

8. Dans le cas des donateurs bilatéraux, l'Organisation de coopération et de développement économiques a été spécialement priée de fournir des données sur les activités actuellement menées par ses pays membres pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement. Ce sont ces informations de l'OCDE qui ont constitué la principale source de données concernant les activités des donateurs bilatéraux. En outre, des informations ont été communiquées directement par certains donateurs concernant les activités de développement régional qu'ils mènent pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement.

9. Le Secrétariat s'est heurté à un certain nombre de difficultés en utilisant les données fournies par l'OCDE. Le principal système de notification utilisé par le Comité d'aide au développement (CAO) de l'OCDE pour recueillir des données sur les flux d'APD regroupe les données sous forme d'agrégats. Ce système permet d'obtenir des données tant pour les engagements que les décaissements, mais il ne permet pas de répartir les données entre les différents secteurs du projet de programme d'action, comme demandé par le Comité préparatoire. L'OCDE a pu communiquer au Secrétariat des données ventilées par secteur, grâce à son système de notification des créanciers (SNPC); malheureusement, elles ne concernent que les engagements et non les décaissements. En vue de mieux assurer la comparabilité des données relatives aux activités bilatérales et celles relatives aux activités multilatérales (les informations sur ces dernières étant communiquées par les organismes au niveau des décaissements), le Secrétariat a envisagé de convertir les données sur les engagements en données sur les décaissements, en utilisant un coefficient de correction. Toutefois, vu la difficulté de mettre au point un coefficient de correction acceptable, le Secrétariat n'a pas donné suite à cette idée; par conséquent, les données sur les activités bilatérales figurant dans le rapport ne concernent que les engagements de dépenses. Dans le cas des donateurs qui n'utilisent pas le SNPC et pour lesquels le CAD n'a pas fourni d'informations, le Secrétariat a pris contact avec eux et les a priés de communiquer des informations sur leurs programmes d'aide au développement.

10. Un autre problème concernait la notification de l'élément coopération technique de l'assistance bilatérale au développement octroyée aux petits États insulaires en développement; en effet, les donateurs bilatéraux ne fournissent pas tous des informations sur la coopération technique dans le cadre du SNPC, la notification de cette assistance étant facultative. En vue de combler cette lacune, l'OCDE a pu fournir des données globales recueillies au moyen du système

/...

du CAD, indiquant les niveaux de coopération technique par pays donateur et par pays bénéficiaire, mais n'a pas pu répartir ces données entre les 14 secteurs du projet de programme d'action sur lesquels se fonde le présent rapport. Compte tenu de l'importance de la coopération technique et en vue de donner une idée de l'ampleur globale de l'assistance bilatérale au développement fournie aux petits États insulaires en développement, on a fait figurer dans le rapport un tableau consacré à la coopération technique (tableau 8). Les données qui y figurent n'ont pas été intégrées dans les autres tableaux, en raison du problème que l'on vient d'indiquer, et aussi parce que le tableau 8 comprend les données sur la coopération technique communiquées par les donateurs au moyen du SNPC, qui risqueraient ainsi d'être comptabilisées deux fois. D'après les informations fournies par l'OCDE, le volume de la coopération technique communiqué par les donateurs bilatéraux au moyen du SNPC représente 25 à 30 % du volume total de la coopération technique communiqué au CAD. Pour la période 1991-1992, huit donateurs⁴ ont communiqué au moyen du SNPC des volumes divers de coopération technique.

11. Deux autres problèmes méthodologiques se sont posés lors de l'établissement du rapport. Tout d'abord, un certain nombre d'activités signalées par des organisations multilatérales étant intersectorielles, il s'agissait de savoir comment répartir leurs composantes entre les divers secteurs du programme d'action. Le Secrétariat a décidé de ne pas chercher à dissocier les éléments des projets de ce type, mais de classer les projets dans le secteur correspondant le plus à leur orientation fondamentale. En deuxième lieu, le Comité préparatoire avait demandé que les informations soient regroupées par sous-programme dans le rapport; or, le Secrétariat n'a pas été en mesure de le faire, car bien souvent les données reçues (surtout les données relatives aux activités bilatérales) n'étaient pas présentées de façon suffisamment détaillée pour pouvoir être regroupées par sous-programme de façon tant soit peu exacte.

12. Pour répondre à la demande du Comité préparatoire, le Secrétariat n'a ménagé aucun effort pour rassembler et analyser, dans les délais disponibles, des données provenant de sources les plus nombreuses possible. Ainsi, sans prétendre être exhaustif, le rapport reproduit et analyse une quantité importante de données fournies par des donateurs bilatéraux et multilatéraux concernant les activités qu'ils mènent pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement.

13. Comme indiqué au paragraphe 7 ci-dessus, le Secrétariat a dressé un inventaire des projets entrepris par des donateurs pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement. Cet inventaire, qui décrit les activités entreprises, se fonde sur les données provenant de toutes les sources bilatérales et multilatérales. Les activités énumérées sont regroupées, selon les secteurs du projet de programme d'action et on a fait figurer dans l'inventaire, lorsqu'elles ont été fournies par le donateur, les données financières pour 1993, en sus des données pour 1991 et 1992. Étant donné que cet inventaire contient des informations plus détaillées sur les différents projets, il devrait pouvoir utilement compléter le rapport et il a donc été soumis au Comité préparatoire sous forme de document d'information.

14. Tous les montants figurant dans le rapport et dans l'inventaire sont exprimés en dollars courants des États-Unis. On trouvera à l'annexe I une liste des petits États et territoires insulaires en développement sur lesquels porte le rapport et, à l'annexe II, une liste des organisations et pays donateurs qui ont fourni des informations pour l'établissement du rapport.

II. AIDE ACTUELLEMENT FOURNIE PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE
POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PETITS ÉTATS
INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

A. Vue d'ensemble (voir tableaux 1 à 3)

15. Les petits États insulaires en développement ont toujours été fortement tributaires de l'aide étrangère pour financer leurs activités de développement économique et social. Bien que certains aient réussi, grâce à l'aide publique au développement, à maintenir un niveau élevé d'investissements intérieurs bruts en dépit de la faiblesse de l'épargne intérieure brute, et à faire face à un certain nombre de problèmes socio-économiques à court terme et de situations d'urgence, il ne semble pas que ces États soient parvenus à surmonter les problèmes dus aux handicaps fondamentaux qui entravent leur développement durable. À cet égard, il convient de citer leur petite taille, les ressources limitées dont ils disposent, leur dispersion, leur éloignement des marchés, les catastrophes naturelles auxquelles ils sont exposés, la fragilité et la vulnérabilité de leurs écosystèmes, l'épuisement de leurs ressources non renouvelables, notamment de leurs ressources en eau douce, le coût élevé des transports intérieurs et l'inadéquation des services de transport entre les îles, la pénurie de personnel qualifié et la forte dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers. Il est donc encore essentiel que les petits États insulaires en développement axent leurs efforts de développement sur des politiques et programmes - en particulier dans les 14 secteurs du projet de programme d'action - qui contribueront à leur développement durable et pour lesquels ils continueront d'avoir besoin d'aide extérieure au développement.

16. Les montants d'aide prévus ou versés aux petits États insulaires en développement, en ce qui concerne les 14 secteurs, se sont élevés à 1 milliard 46 millions de dollars en 1991 et à 734 millions de dollars en 1992. Le montant total pour 1991-1992 a été de 1,8 milliard de dollars (voir tableau 1), dont environ 79 % provenaient de donateurs bilatéraux et 21 % de sources multilatérales, y compris les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales.

17. Si l'on considère les donateurs bilatéraux, parmi les 14 secteurs du projet de programme d'action, c'est la mise en valeur des ressources humaines qui a bénéficié de l'appui le plus important (24 % du montant total de l'aide pour 1991-1992), suivie par les ressources foncières (21,6 %), le renforcement des institutions nationales et des capacités administratives (19,6 %), les transports et communications (12,2 %) et les ressources énergétiques (9,9 %). Dans le cas des donateurs multilatéraux, c'est aussi la mise en valeur des ressources humaines qui a bénéficié de la plus forte proportion de l'aide, les organismes des Nations Unies lui ayant consacré 35,6 % du montant de leur aide et les autres organisations intergouvernementales 72,3 %. On notera que les huit secteurs ci-après ont chacun reçu moins de 5 % des ressources totales

/...

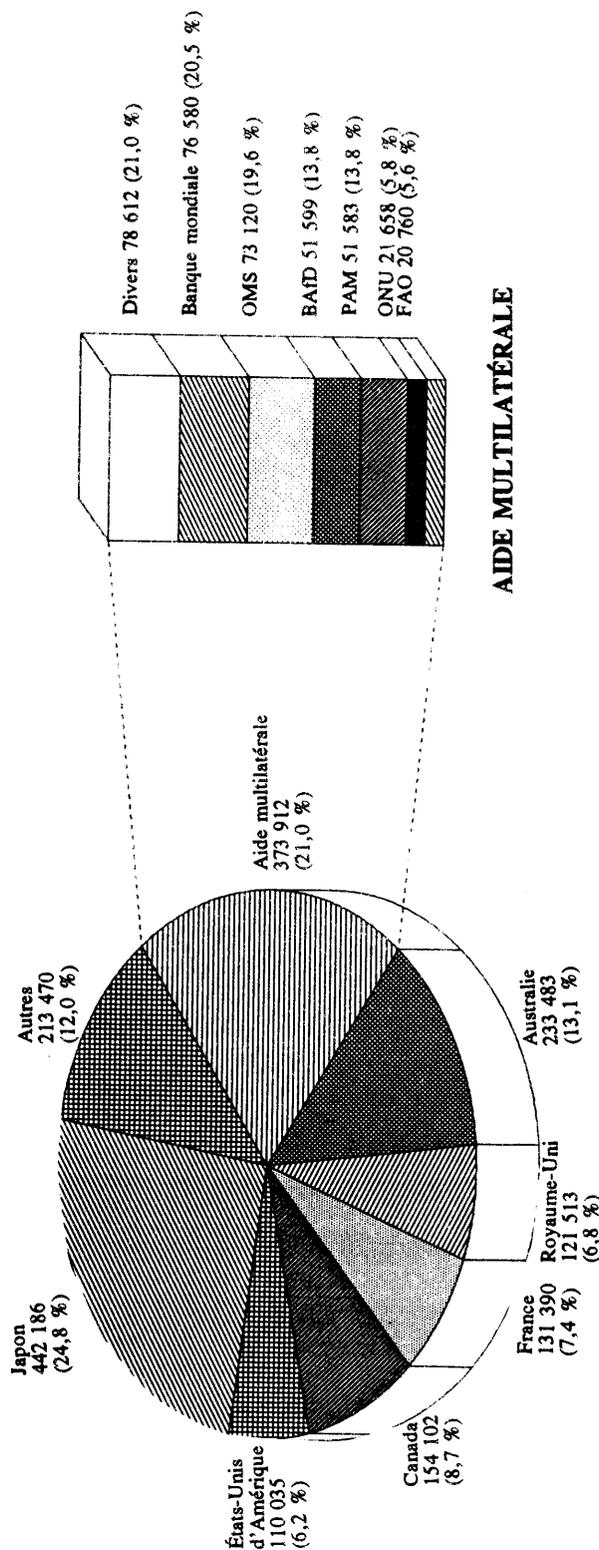
allouées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux : changements climatiques et élévation du niveau de la mer, catastrophes naturelles et écologiques, gestion des déchets, ressources côtières et marines, ressources en eau douce, ressources touristiques, diversité biologique et science et technologie.

18. Cette répartition sectorielle de l'aide bilatérale et multilatérale n'était guère différente selon les régions. Dans les petits pays insulaires de l'Asie et du Pacifique, de l'Afrique et de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'aide a bénéficié principalement à la mise en valeur des ressources humaines, aux ressources foncières et au renforcement des institutions nationales et des capacités administratives. Il y avait deux exceptions notables : les ressources énergétiques, qui ont bénéficié de 16,9 % du total de l'aide dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, contre 9,2 % en Afrique et 2,1 % en Asie et dans le Pacifique, et les transports et communications qui ont bénéficié de 21,3 % de l'aide totale dans les pays d'Asie et du Pacifique, contre 3,2 % en Amérique latine et dans les Caraïbes et 9,6 % en Afrique.

Figure I

Montant total de l'aide extérieure aux petits États insulaires en développement dans les 14 secteurs, 1991-1992

(En milliers de dollars des États-Unis)



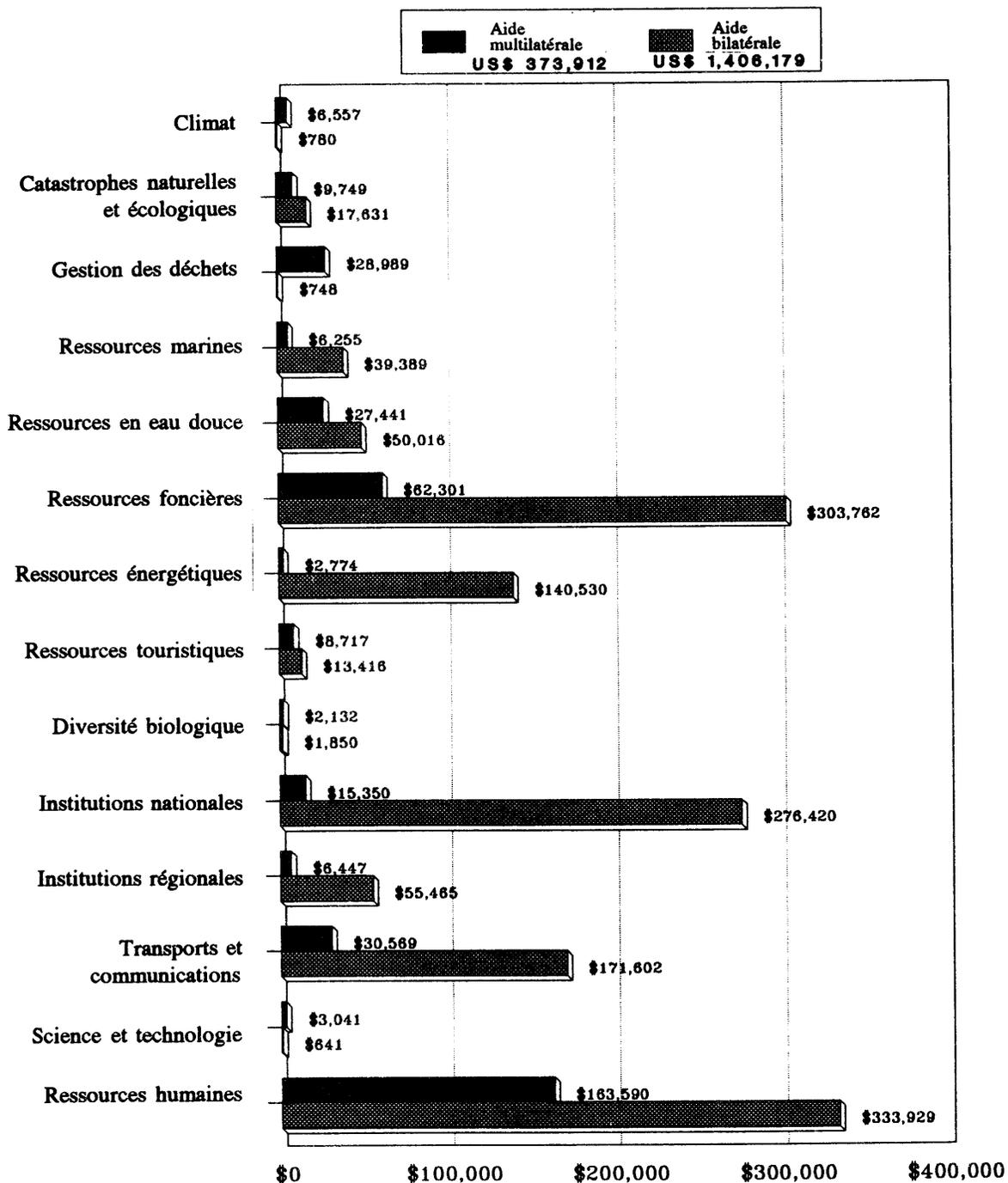
Montant total de l'aide extérieure, 1991-1992 : 1 780 091 dollars

Note : Pour le montant total de l'APD aux petits États insulaires en développement, voir les tableaux 14 (aide bilatérale) et 15 (aide multilatérale).

Figure II

**Répartition sectorielle du montant total de l'aide extérieure
 aux petits États insulaires en développement, 1991-1992**

(En milliers de dollars des États-Unis)



B. Aide bilatérale (voir tableaux 4 à 8)

19. L'aide bilatérale aux 14 secteurs du projet de programme d'action s'est élevée au total, pour 1991-1992, à environ 1,4 milliard de dollars (voir tableau 6) ⁵. Le donateur le plus important a été le Japon, dont l'aide a atteint environ 442 millions de dollars, soit 31 % du montant total de l'assistance bilatérale pour la période considérée. Venaient ensuite l'Australie avec 17 % de l'assistance bilatérale totale, puis le Canada (11 %), la France (9 %), le Royaume-Uni (9 %) et les États-Unis (8 %). Les contributions de ces six donateurs ont représenté ensemble 85 % environ du montant total de l'aide bilatérale consacrée aux 14 secteurs pendant la période considérée.

20. Pour ce qui est des bénéficiaires de l'aide bilatérale, les plus importants étaient la Papouasie-Nouvelle-Guinée (339 millions de dollars) et la Jamaïque (325 millions de dollars), qui, ensemble, ont bénéficié d'environ 47 % du montant total de cette assistance. Venaient ensuite la Trinité-et-Tobago (7 %), Maurice (4 %) et le Cap-Vert (3,7 %). Le reste des fonds alloués aux 14 secteurs par des donateurs bilatéraux s'est réparti entre 28 petits États insulaires en développement.

21. Le tableau qui suit met en rapport le montant moyen par habitant de l'aide bilatérale et le montant moyen du produit intérieur brut (PIB) des petits États ou territoires insulaires en développement. Le PIB par habitant des sept pays de la première colonne allait de 1 749 dollars pour Cuba à 15 420 dollars pour Nauru. La fourchette est du même ordre pour le groupe de la deuxième colonne : de 1 088 dollars pour Saint-Kitts-et-Nevis à 14 598 dollars pour Singapour. Dans le troisième groupe, composé essentiellement de pays de l'Asie et du Pacifique et de pays d'Afrique, le PIB par habitant allait de 435 dollars (Comores) à 4 199 dollars (Trinité-et-Tobago). Cinq des neuf pays du quatrième groupe appartenaient à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes; dans ce groupe, c'était Antigua-et-Barbuda qui avait le PIB par habitant le plus élevé (6 404 dollars), suivi par les Seychelles (5 447 dollars) et la Grenade (2 309 dollars), et c'était le Cap-Vert qui avait le plus faible (1 079 dollars). Sept des neuf pays de la dernière colonne appartenaient à la région de l'Asie et du Pacifique (dont Kiribati, les Tonga, Samoa et Tuvalu). Les îles Cook avaient dans ce groupe le PIB par habitant le plus élevé (3 255 dollars) et Sao Tomé-et-Principe le plus faible (373 dollars). Chacun des cinq groupes du tableau présentait des différences marquées tant pour le PIB par habitant que pour l'aide par habitant reçue, les pays du premier groupe ne recevant aucune aide. En outre, il n'y avait guère de rapport entre le PIB par habitant et l'aide par habitant. Des pays disposant d'un PIB par habitant plus élevé ont reçu plus d'aide par habitant que des pays où le PIB par habitant était plus faible. Les fourchettes du rapport entre l'aide par habitant et le PIB par habitant sont indiquées ci-après :

/...

	<u>0 à 0.99 dollar</u>	<u>1 à 50 dollars</u>	<u>51 à 100 dollars</u>	<u>101 à 200 dollars</u>	<u>Plus de 201 dollars</u>
Nombre d'États	7	5	8	9	9
Aide moyenne par habitant	—	7	73	130	315
PIB moyen par habitant (1991)	2 355*	12 176	1 700	1 644	988

* Le PIB par habitant n'était pas disponible pour les îles Vierges américaines.

22. Le tableau 4 montre la répartition de l'aide bilatérale au développement entre les 14 secteurs du projet de programme d'action. Il permet notamment de constater comment se concentre l'aide des donateurs bilatéraux, 66 % environ de l'aide allant à trois secteurs seulement : mise en valeur des ressources humaines (24 %), ressources foncières (22 %), et institutions nationales et capacités administratives (20 %); environ 88 % de l'aide ont visé ces trois secteurs ainsi que deux autres : les transports et communications (12 %) et l'énergie (10 %). Les secteurs recevant le moins d'assistance financière étaient la science et la technologie, la diversité biologique, la gestion des déchets et les changements climatiques, qui ensemble ne représentaient même pas 1 % du montant total de l'aide bilatérale en 1991-1992. Quant aux programmes régionaux des donateurs, ils étaient consacrés essentiellement aux institutions régionales et à la mise en valeur des ressources humaines.

23. Le tableau 6 indique la répartition régionale de l'aide bilatérale au développement en 1991 et 1992. Environ 669 millions de dollars, soit 48 % du montant total, étaient consacrés à la région de l'Asie et du Pacifique, qui compte 31 % environ de la population totale des petits États insulaires en développement considérés dans le rapport. Pour les seuls pays insulaires du Pacifique (à l'exclusion donc de Singapour et des Maldives), qui compte environ 20 % de la population totale des pays considérés, l'aide s'est élevée à 628 millions de dollars, soit 45 % du montant total. Les pays des Caraïbes, qui comptent plus de 55 % de la population totale des petits pays insulaires en développement, ont reçu 38 % environ de l'aide bilatérale totale. Les cinq pays insulaires d'Afrique, qui comptent environ 8 % de la population, ont reçu 13 % du montant total de l'aide bilatérale.

24. S'agissant de la répartition par région, on constate au vu du tableau que la proximité géographique entre donateurs et région bénéficiaire joue un rôle notable. L'aide au développement fournie par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par exemple, est allée presque exclusivement aux îles du Pacifique. De même, plus de 80 % de l'aide fournie par le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, visaient la région des Caraïbes. Le programme d'aide au développement du Japon était plus largement réparti, mais bénéficiait néanmoins surtout à la région du Pacifique (66 %, contre 27 % pour les Caraïbes). Quant à la France, elle concentrait son aide sur les petits États insulaires d'Afrique, qui recevaient plus de 77 % de son aide totale, le reste se répartissant entre les Caraïbes (19 %) et le Pacifique (4 %).

25. Le tableau 8 indique le volume de la coopération technique offerte aux petits États insulaires en développement pendant 1991 et 1992. Comme indiqué au paragraphe 10 ci-dessus, ce tableau, établi à partir de données du CAD, montre

/...

l'ensemble de l'assistance technique offerte aux petits États insulaire par des donateurs bilatéraux et non pas seulement celle qui correspond aux 14 secteurs du projet de programme d'action.

26. Pendant la période visée, le montant total de la coopération technique a été d'environ 670 millions de dollars, dont 413 millions de dollars pour 1991 et 257 millions de dollars pour 1992. L'assistance technique la plus importante est venue d'Australie, représentant 29 % du total (196 millions de dollars); venaient ensuite la France (13 %), les États-Unis (12 %), le Royaume-Uni (11 %) et le Japon (11 %). Les principaux bénéficiaires ont été la Papousie-Nouvelle-Guinée (21 %, 144 millions de dollars), la Jamaïque (11 %), le Cap-Vert (8 %), Fidji (7,5 %) et Vanuatu (6 %).

27. S'agissant de la répartition régionale de la coopération technique, 58 %, soit 389 millions de dollars, sont allés à la région de l'Asie et du Pacifique (dont 52 % aux pays insulaires du Pacifique), 22 % (147 millions de dollars) aux cinq petits pays insulaires de la région de l'Afrique, 16 % (103 millions de dollars) pour les Caraïbes, et environ 4 % (29 millions de dollars) pour Chypre et Malte. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon ont consacré la majeure partie de leur aide à l'Asie et au Pacifique et celle de la France est allée essentiellement aux petits pays insulaires d'Afrique (65 %) et, dans une moindre mesure, à ceux de l'Asie et du Pacifique (26 %). Les pays des Caraïbes ont reçu 46 % de l'assistance technique fournie par les États-Unis, le reste allant à parts à peu près égales à l'Afrique, à l'Asie et au Pacifique et à l'Europe. Le Royaume-Uni a consacré 52 % de son assistance technique à l'Asie et au Pacifique, 30 % aux Caraïbes et 14 % à l'Afrique.

C. Aide multilatérale (voir tableaux 9 à 12)

28. Le montant total de l'aide offerte en ce qui concerne les 14 secteurs du projet de programme d'action par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, y compris les banques régionales de développement et le Secrétariat du Commonwealth, était de 195,8 millions de dollars en 1991 et de 178 millions de dollars en 1992, soit 373,8 millions de dollars pour les deux années⁶. Environ 76 % de ce total ont été accordés directement aux petits États insulaires en développement, c'est-à-dire au niveau national. L'appui accordé par le biais de projets régionaux représentait environ 20 % des ressources, le solde étant consacré à des activités au niveau mondial.

29. Il ressort de la répartition sectorielle de l'aide multilatérale aux petits États insulaires en développement (voir tableau 9) que les principaux secteurs bénéficiaires étaient la mise en valeur des ressources humaines (44 %), suivie par les ressources foncières (17 %), les transports et les communications (8,1 %), la gestion des déchets (7,7 %) et les ressources en eau douce (7,3 %). À la différence de l'aide bilatérale, l'aide multilatérale allant aux institutions nationales et aux capacités administratives a été très modeste (4,1 %); elle a aussi été faible dans les huit autres secteurs, allant de 2,6 % dans le cas des catastrophes naturelles et écologiques à moins de 1 % dans ceux des ressources énergétiques et de la diversité biologique.

/...

30. Quant à la répartition régionale de l'assistance multilatérale, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et celle de l'Asie et du Pacifique ont chacune reçu environ 27 % de l'assistance totale, et l'Afrique 35,6 %. Le niveau relativement élevé de l'appui aux petits États insulaires en développement d'Afrique est imputable au niveau élevé de l'aide accordée par les banques régionales de développement, en particulier dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines.

31. Il ressort d'une analyse de l'aide au développement par habitant - dont les résultats sont récapitulés dans le tableau ci-après - que quatre petits États ou territoires insulaires en développement, à savoir les îles Vierges américaines, Bahreïn, Singapour et Aruba, ont reçu moins d'un dollar d'aide par habitant au cours de la période considérée. Le PIB moyen par habitant pour ce groupe de pays était d'environ 13 427 dollars. Le groupe de pays le plus nombreux dans le tableau (27), qui ont reçu une aide moyenne par habitant de 7 dollars, avaient un PIB par habitant allant de 435 dollars (Comores) à 15 420 dollars (Nauru). Quatre petits États insulaires en développement ayant un PIB moyen par habitant de 892 dollars ont obtenu une aide moyenne par habitant de 80 dollars. Tuvalu et la Dominique, qui ont un PIB moyen par habitant de 2 201 dollars, ont reçu une aide moyenne par habitant de 144 dollars. Enfin, les Seychelles, dont le PIB par habitant est de 5 447 dollars, ont bénéficié de l'aide au développement par habitant la plus importante, soit 514 dollars. Les fourchettes du rapport entre aide par habitant et PIB par habitant sont indiquées ci-après :

	<u>0 à 0,99 dollar</u>	<u>1 à 50 dollars</u>	<u>51 à 100 dollars</u>	<u>101 à 200 dollars</u>	<u>201 à 600 dollars</u>
Nombre d'États	4	27	4	2	1
Aide moyenne par habitant	—	7	80	144	514
PIB moyen par habitant (1991)	13 427*	2 165	892	2 201	5 447

* Le PIB par habitant des îles Vierges américaines n'était pas disponible.

1. Mesures prises par les organismes des Nations Unies

32. Les organismes des Nations Unies ont fourni 64,5 % du total de l'aide multilatérale aux petits États insulaires en développement en 1991 (126,3 millions de dollars) et 94,3 % en 1992 (167,9 millions de dollars) (voir tableau 10). L'appui de ces organismes a été assez équitablement réparti entre les trois régions où sont situés la majeure partie des petits États insulaires en développement, à savoir l'Amérique latine et les Caraïbes (32,7 %), l'Asie et le Pacifique (30,4 %) et l'Afrique (27,7 %). Dans ce cas aussi, c'est le secteur de la mise en valeur des ressources humaines qui a bénéficié du niveau d'assistance le plus élevé (35,6 %), suivi par les ressources foncières (20,4 %), les transports et les communications (9 %), les ressources en eau douce (9 %) et la gestion des déchets (9 %). Certains organismes ont concentré leurs activités dans des régions particulières. Ainsi, plus de 50 % du financement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont été consacrés à la région de l'Asie et du Pacifique et 28 % à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les ressources financières du Programme alimentaire mondial (PAM) ont été divisées à égalité entre l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes.

/...

2. Mesures prises par les organisations intergouvernementales

33. L'assistance des organisations intergouvernementales pour la période 1991-1992 s'est élevée au total à 79,7 millions de dollars, soit 21,3 % du total de l'aide multilatérale aux petits États insulaires en développement. Sur ce montant, 72 % ont été affectés à la mise en valeur des ressources humaines. La Banque africaine de développement et le Secrétariat du Commonwealth ont financé des activités dans ce domaine prioritaire. La Banque de développement des Caraïbes a axé ses activités sur les catastrophes naturelles et écologiques, et la Banque asiatique de développement sur le secteur des institutions nationales et des capacités administratives et sur celui des ressources foncières. La Banque asiatique de développement a accordé son assistance essentiellement sous forme de dons versés soit directement aux gouvernements des pays de la région de l'Asie et du Pacifique, soit par l'intermédiaire du Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement, en vue d'améliorer la capacité des pays insulaires de la région en matière de planification et de gestion de l'environnement. Le Secrétariat du Commonwealth a financé des activités dans tous les secteurs considérés, l'accent étant mis en particulier sur la mise en valeur des ressources humaines, les institutions régionales et la coopération technique, les institutions nationales et les capacités administratives, les ressources foncières, et les transports et les communications.

3. Mesures prises par les organisations non gouvernementales

34. Un certain nombre d'organisations non gouvernementales (voir la liste des ONG à l'annexe II) ont signalé qu'elles menaient des activités dans des secteurs du projet de programme d'action. Toutefois, la plupart des informations reçues de ces organisations étaient qualitatives plutôt que quantitatives. Les réponses provenaient pour la plupart d'organisations non gouvernementales internationales qui menaient des activités essentiellement au niveau national; certains programmes, néanmoins, avaient une portée plus large.

35. La plupart des ONG qui ont fourni des informations avaient des programmes axés sur la gestion des zones côtières et du milieu marin et sur la mise en valeur des ressources humaines. Ces activités portaient notamment sur la protection des zones marines, la protection des tortues, la télédétection au service de l'aquaculture, la sensibilisation du public aux problèmes de l'environnement, et des programmes et ateliers de formation sur l'ensemble des questions relatives au développement durable. D'autres activités bénéficiant de l'appui d'ONG portaient notamment sur les domaines suivants : protection de la diversité biologique, gestion des terres et de l'eau douce, création de capacités aux niveaux national et régional, mise en valeur des ressources énergétiques et études sur les changements climatiques.

36. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a signalé qu'il menait des activités dans un certain nombre de petits pays insulaires, en particulier dans la région du Pacifique. Ces activités portaient notamment sur la gestion des ressources foncières (y compris la diversité biologique), des zones côtières et marines, et des ressources en eau douce, ainsi que sur le tourisme, et comprenaient des projets de création de capacités aux niveaux national et régional. Un grand nombre des projets sectoriels financés par le WWF, tels que la conservation des ressources marines et la création de capacités, avaient une portée régionale.

/...

Le programme transrégional du Fonds concernant la pollution des zones côtières et des mers intéresse particulièrement les petits États insulaires; il prévoyait la création d'un réseau de conservation des ressources marines en vue d'améliorer la qualité des projets actuels et futurs du WWF concernant la protection des zones côtières et marines et de promouvoir la coopération entre les organisations.

37. La Caribbean People's Development Agency a axé ses efforts sur des programmes de formation et sur des activités visant à faire mieux connaître et mieux comprendre les stratégies de développement dans un certain nombre de pays des Caraïbes. D'autres organisations non gouvernementales ayant des programmes similaires étaient notamment les suivantes : l'Island Resources Foundation, le Comité d'action du Pacifique Sud pour l'écologie humaine et l'environnement, l'Union internationale des instituts de recherches forestières, l'Institut international de l'océan et le Fonds mondial pour la nature. L'Association internationale des ports a appuyé des activités relatives à la prévention des catastrophes naturelles et à la planification préalable.

38. La Foundation for International Environmental Law and Development participe à des activités à l'échelle mondiale qui intéressent directement les petits États insulaires en développement. Cette organisation travaille depuis 1989 avec l'Alliance des petits États insulaires, à qui elle fournit une assistance juridique sur les questions relatives à la négociation d'une convention sur les changements climatiques.

D. Examen des activités des donateurs, par secteur

39. La présente section du rapport examine la portée et l'ampleur des activités menées par les donateurs dans les petits États insulaires en développement dans le cadre des 14 secteurs d'activité du projet de programme d'action. Certaines organisations ayant fourni des informations concernant 1993 dans les documents qu'elles ont présentés, on trouvera ci-après des informations partielles sur l'année en question. Des indications plus détaillées sur les activités susmentionnées figurent dans l'inventaire des projets financés par les donateurs qui accompagne le rapport (voir par. 7 plus haut).

1. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer

40. L'aide des donateurs dans ce secteur a été modeste : elle s'est chiffrée à 7,3 millions de dollars, soit 0,4 % de l'aide totale. Les donateurs bilatéraux se sont attachés à renforcer les capacités de surveillance des petits États insulaires en développement, par exemple en fournissant des stations de surveillance et en renforçant les services météorologiques nationaux. En coopération avec divers pays insulaires du Pacifique, l'Australie finance depuis 1990 un programme de surveillance du niveau de la mer, dans le Pacifique Sud, utilisant des dispositifs de télésurveillance reliés par satellite à son service hydrographique national (d'un coût de 5 millions de dollars). En 1992, la Nouvelle-Zélande a fourni plus de 600 000 dollars à Tuvalu, aux îles Cook, à Kiribati et à Fidji à cette fin.

41. À l'échelon multilatéral, les activités des donateurs se sont réparties en deux grandes catégories : celles qui ont trait à la surveillance et aux échanges

/...

d'informations et celles qui concernent divers aspects du renforcement des capacités. Le programme le plus important (plus de 1,6 million de dollars) a été le Programme de veille météorologique mondiale de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui a été mis en oeuvre dans plusieurs pays, dont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Seychelles, les Maldives et le Cap-Vert. On peut aussi mentionner le Programme des océans tropicaux et de l'atmosphère globale de l'OMM, qui vise à étudier et suivre les oscillations australes et le phénomène El Niño. Les fonds affectés à ce programme se sont chiffrés à environ un million de dollars en 1991-1992 et à 500 000 dollars en 1993. Par l'intermédiaire de la Commission océanographique intergouvernementale, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a versé des fonds pour l'utilisation du Système mondial d'observation du niveau de la mer, qui permet de recueillir des données standardisées grâce à un réseau international de 300 stations. Deux programmes multilatéraux mondiaux ont commencé à être appliqués dans les petits États insulaires en développement en 1993 : le programme d'échange d'informations "Climex" (1,5 million de dollars), qui est placé sous l'égide du Secrétariat intérimaire des Nations Unies pour la convention-cadre sur les changements climatiques, et un programme de l'OMM, le CLICOM (250 000 dollars), qui doit permettre aux petits pays insulaires en développement de traiter informatiquement les données climatiques et environnementales dont ils disposent. Parmi les autres donateurs multilatéraux qui sont intervenus dans ce secteur, on peut citer l'Université des Nations Unies (UNU) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

2. Catastrophes naturelles et écologiques

42. Ce secteur bénéficie de 27,4 millions de dollars, soit 1,5 % de l'ensemble des ressources fournies. L'aide des donateurs a été axée essentiellement sur les secours et le relèvement ainsi que sur la planification préalable. En 1991-1992, les fonds versés bilatéralement aux petits États insulaires en développement pour financer des secours se sont chiffrés à plus de 17 millions de dollars, dont une contribution de 10 millions de dollars des États-Unis d'Amérique à Chypre pour des secours d'urgence et une contribution de 4,5 millions de dollars de la Nouvelle-Zélande à Samoa pour les secours et les travaux de reconstruction qui se sont avérés nécessaires dans le pays après le passage du cyclone Val. Au cours de la même période, les secours apportés par les organismes des Nations Unies, d'une valeur d'environ 2,5 millions de dollars, ont servi à financer l'achat de vivres, des travaux de relèvement dans les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture et des programmes de reconstruction. Les donateurs multilatéraux les plus importants ont été, par ordre décroissant, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

43. Les projets de planification préalable ont été réalisés essentiellement aux échelons régional et international. L'accent y a été mis plus particulièrement sur la mise en place et l'amélioration des systèmes d'avis de cyclones tropicaux grâce à l'application des techniques spatiale et informatique, ainsi que sur le transfert de connaissances scientifiques. Le principal donateur multilatéral a été l'OMM, qui a versé pour la période 1991-1993 une aide financière d'environ 1,3 million de dollars, comprenant environ un million de dollars pour la mise en

/...

place de centres de liaison des activités opérationnelles et de recherche liées aux cyclones tropicaux et 255 000 dollars pour l'amélioration du système d'avis de cyclones tropicaux établi dans le sud-ouest de l'océan Indien. L'OMM s'est également attachée à renforcer les moyens dont disposent les petits États insulaires pour observer les effets des vagues et des ondes de tempête.

44. Pour ce qui est des organismes intergouvernementaux, la Banque de développement des Caraïbes a accordé un prêt de 7,8 millions de dollars à la Dominique pour lui permettre de financer les travaux de reconstruction et d'amélioration de ses installations de défense des côtes ainsi qu'un prêt de 285 000 dollars à la Barbade pour lui permettre de financer des études spécialisées sur l'amélioration de ses installations de drainage des eaux d'orage.

3. Gestion des déchets

45. L'aide financière dans ce secteur s'est élevée à 29,7 millions de dollars, soit 1,7 % du montant total des fonds fournis par les donateurs. Les activités financées sur une base bilatérale ont été peu nombreuses au cours de la période 1991-1992 : le plus grand projet réalisé - un projet d'extension du système d'évacuation des eaux usées de Saint-Kitts-et-Nevis d'un coût d'environ 370 000 dollars - a été financé par le Canada.

46. La plupart des activités des organismes des Nations Unies dans ce secteur ont été menées à l'échelon national. Elles ont porté sur le développement des infrastructures et des installations de collecte, de traitement et d'élimination des déchets ainsi que sur la mise en place de mécanismes de surveillance et de contrôle et elles ont permis d'appuyer le renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne les institutions et la mise en valeur des ressources humaines. Le principal donateur a été l'OMS, qui a versé, pour des projets nationaux et régionaux de gestion des déchets de grande envergure, plus de 25 millions de dollars : 6 millions de dollars environ pour financer des opérations de mise en décharge dans les pays du Pacifique Sud, 3,5 millions de dollars pour l'assistance technique nécessaire à l'amélioration des réseaux de collecte des eaux usées dans les Caraïbes et 1,5 million de dollars pour appuyer diverses activités liées à la gestion des déchets en Afrique, dont des campagnes de sensibilisation et d'éducation du public. Par ailleurs, le PNUD a appuyé divers types de projets, notamment des projets concernant la mise en place et l'exploitation d'un système de collecte et d'élimination des déchets solides aux Maldives (660 000 dollars) et d'un système moderne de traitement des déchets en Papouasie-Nouvelle-Guinée (292 000 dollars). L'Organisation maritime internationale (OMI) a versé plus de 700 000 dollars pour appuyer des projets de protection de l'environnement marin et côtier contre la pollution, qui visaient notamment à l'élaboration de stratégies régionales. La Banque mondiale a financé un projet de collecte des eaux usées et de drainage des eaux à Chypre à hauteur d'environ 12,6 millions de dollars et a contribué à la mise en place des infrastructures nécessaires à la construction de logements à Fidji à hauteur de 2 millions de dollars. En 1991, la Banque africaine de développement a versé 1,8 million de dollars aux Seychelles pour leur permettre de mettre en oeuvre un programme de traitement et d'élimination des eaux usées.

/...

4. Ressources côtières et marines

47. L'aide financière a été relativement faible dans ce secteur (45,6 millions de dollars, soit 2,6 % de l'aide financière totale) mais très diversifiée. Les activités qu'elle a permis de mener concernaient notamment l'établissement de législations sur les zones marines et la négociation d'accords de délimitation équitable des frontières maritimes (Maldives, Jamaïque, Grenade, Dominique), la gestion des ressources de l'océan - y compris la gestion intégrée des zones côtières et des zones économiques exclusives -, la gestion des pêcheries (y compris des cours de formation), la conservation de la diversité biologique, la lutte contre la pollution marine et la mise en place d'infrastructures permettant de développer le secteur de la pêche. Plusieurs organismes des Nations Unies ont appuyé ces activités, en particulier la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la FAO et le PNUE.

48. En ce qui concerne les organisations intergouvernementales, la Banque asiatique de développement a financé plusieurs projets dans les pays du Pacifique, notamment des projets de formation sur la protection de l'environnement côtier. Par ailleurs, le Secrétariat du Commonwealth a appuyé des activités intéressant essentiellement la gestion des zones économiques exclusives et la réglementation et l'exploitation des pêcheries. Au cours de la période 1991-1992, il a versé environ 330 000 dollars à 14 petits États insulaires en développement pour les aider à rentabiliser leur zone économique exclusive.

49. Le Japon et la Nouvelle-Zélande figuraient parmi les principaux donateurs bilatéraux. Le Japon a appuyé des activités liées au développement des pêcheries au Cap-Vert, aux îles Marshall, à Kiribati, aux Maldives, à Saint-Vincent-et-les Grenadines et à Tuvalu ainsi qu'à la reforestation marine en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La Nouvelle-Zélande a aidé des pays du Pacifique à développer leurs pêcheries et a contribué à la création de centres de formation maritime à Kiribati.

5. Ressources en eau douce

50. L'aide financière apportée par les donateurs bilatéraux et multilatéraux dans ce secteur s'est chiffrée à 77,5 millions de dollars, soit 4,4 % du montant total de l'aide aux petits États insulaires en développement. Les activités signalées ont porté sur certains aspects du traitement et de la distribution de l'eau potable ainsi que de la mise en valeur, de la planification et de la gestion des ressources en eau. Les donateurs bilatéraux les plus actifs ont été l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas et leurs principaux bénéficiaires ont été les îles Salomon, la Dominique, Sainte-Lucie, Samoa, Vanuatu, Maurice et le Cap-Vert.

51. À l'échelon multilatéral, plusieurs organismes des Nations Unies, la Banque mondiale, des banques régionales de développement et le Secrétariat du Commonwealth ont appuyé des projets analogues à ceux qui ont été financés à l'échelon bilatéral. Le coût des projets multilatéraux a varié de plusieurs milliers de dollars (pour un projet de traitement des eaux à Sao Tomé-et-Principe) à 164 millions de dollars (pour un programme

/...

d'approvisionnement en eau financé par la Banque mondiale à Chypre). Le Département des services d'appui et de gestion pour le développement du Secrétariat de l'ONU a appuyé plusieurs projets concernant la gestion des ressources en eau douce, en particulier par le biais d'une assistance technique. L'OMS a financé à Chypre, à Malte, à Bahreïn et aux Maldives des projets concernant la mise en valeur et la gestion des ressources en eau, de même que l'Organisation panaméricaine de la santé dans plusieurs pays des Caraïbes.

6. Ressources foncières

52. La part du secteur des ressources foncières dans l'aide financière des donateurs est la deuxième en importance (366,3 millions de dollars, soit 20,6 % du montant total de l'aide). Les principaux donateurs multilatéraux ont été la FAO, le PAM, le PNUE et la Banque mondiale. La plupart des projets réalisés par les organismes des Nations Unies dans ce domaine ont été des projets de recherche et de coopération technique destinés à favoriser le développement agricole et la planification de l'utilisation des sols et, notamment, le développement de la sylviculture et des industries extractives et le renforcement des institutions. Les budgets de ces projets variaient de 5 000 dollars (coût d'un projet de recherche de l'Université des Nations Unies sur l'agroforesterie dans les îles du Pacifique) à 12,5 millions de dollars (coût d'un programme d'ajustement agricole à la Jamaïque de la Banque mondiale). La FAO a appuyé des projets d'exploitation forestière en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Cap-Vert, de renforcement des institutions du secteur agricole aux Tonga et de planification agricole à la Trinité-et-Tobago.

53. Un certain nombre de donateurs bilatéraux ont été actifs dans le domaine considéré, notamment le Canada, les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, l'Australie, la Finlande, l'Allemagne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. L'Australie a financé des projets de développement rural à Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Samoa, tandis que le Canada, les Pays-Bas et le Japon ont contribué au financement de projets analogues à la Jamaïque. Les États-Unis ont financé un projet de diversification industrielle à Maurice et des projets de développement agricole à la Jamaïque et au Cap-Vert.

54. En ce qui concerne les organisations intergouvernementales, la Banque de développement des Caraïbes établit, en collaboration avec la FAO, des plans de sylviculture tropicale à l'intention des pays des Caraïbes orientales. Le Secrétariat du Commonwealth, de son côté, a financé des activités liées aux ressources foncières dans un certain nombre de pays, dont Maurice, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, Saint-Kitts-et-Nevis, la Dominique, la Grenade et Sainte-Lucie. Ces activités ont porté sur un grand nombre de domaines, notamment la mise en valeur des ressources minières, la mécanisation agricole, l'élevage, le développement des infrastructures et la remise en état des terres.

7. Ressources énergétiques

55. L'aide financière apportée par les donateurs multilatéraux et bilatéraux dans ce domaine s'est chiffrée à 143,3 millions de dollars, soit 8,1 % du montant total de leur aide. Les activités ont porté sur deux secteurs

/...

essentiels : d'une part, le développement énergétique - y compris le développement des services d'approvisionnement en électricité, en pétrole, en hydroélectricité et en énergie solaire - et le renforcement des capacités institutionnelles et, d'autre part, l'atténuation des effets nuisibles sur l'environnement. La plupart des activités menées à l'échelon multilatéral ont été financées par le PNUD, ainsi que par d'autres donateurs, dont le Secrétariat du Commonwealth, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, qui a financé l'agrandissement et les nouvelles installations d'une usine hydroélectrique à la Dominique. De nombreux projets réalisés dans ce secteur ont été financés à l'échelon bilatéral. Le Japon et le Royaume-Uni ont financé deux grands projets de modernisation de raffineries de pétrole à la Trinité-et-Tobago (51,3 millions de dollars). La France, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada ont financé plusieurs petites activités à Maurice (énergie thermique), à Saint-Vincent-et-les Grenadines (réseau de distribution d'électricité), à la Dominique (électricité hydraulique) et à la Jamaïque (économies d'énergie).

8. Ressources touristiques

56. Les activités menées dans ce domaine n'ont bénéficié que d'une très petite part de l'aide financière fournie par les donateurs multilatéraux et bilatéraux (22,1 millions de dollars, soit 1,2 % du montant total de l'aide). Elles ont porté sur le renforcement des capacités nationales de planification de la mise en valeur des ressources touristiques et de l'amélioration de la qualité des produits touristiques et des infrastructures et installations liées au tourisme. Les organismes des Nations Unies actifs dans ce domaine ont été l'UNESCO - qui a financé des ateliers sur les aspects socio-culturels du développement du tourisme à Samoa, à Fidji et à Nioué - et le PNUE a mis en oeuvre, dans les Caraïbes, un sous-programme régional de planification et de développement institutionnel intégré visant à incorporer l'écotourisme dans les programmes socio-économiques. En outre, le PNUD a appuyé l'élaboration d'un plan-cadre touristique pour Vanuatu, et la Banque mondiale a contribué financièrement à l'amélioration des aéroports aux Maldives. La CEPALC et la CESAP ont également mis en oeuvre des sous-programmes de développement durable du tourisme. Le Japon a coparrainé un certain nombre d'activités entreprises par la CESAP dans le domaine du tourisme. Les principaux donateurs bilatéraux qui ont appuyé le développement du tourisme ont été le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et la France.

57. Deux organisations intergouvernementales ont participé aux activités menées dans le domaine considéré : l'Organisation mondiale du tourisme et le Secrétariat du Commonwealth. Les programmes parrainés par l'Organisation mondiale du tourisme étaient intersectoriels et mettaient l'accent sur la prise en compte des problèmes écologiques dans les plans de développement touristique en vue d'assurer un développement durable, et la mise en place de services d'appui de qualité. Le Secrétariat du Commonwealth a financé des travaux de consultants sur certains aspects du tourisme, notamment les stratégies commerciales, la planification, la formation et les statistiques. Les bénéficiaires de son appui ont été Samoa, Chypre et plusieurs pays des Caraïbes.

9. Diversité biologique

58. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux n'ont alloué que 3,9 millions de dollars, soit 0,2 % du montant total de l'assistance aux activités relatives à la diversité biologique. Ces activités consistaient notamment à créer des institutions ou à renforcer les institutions existantes pour la gestion et la conservation des ressources marines et terrestres, à élaborer des plans de gestion et des programmes de sensibilisation du public, à organiser la formation et la recherche et à renforcer le cadre juridique pour encourager la conservation des ressources. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), géré conjointement par le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale, dont l'un des quatre éléments porte sur la conservation de la diversité biologique, est une source de financement importante. On peut citer, comme exemple d'activité financée par ce fonds, un projet de régénération des forêts qui a débuté en 1992 à Maurice et qui s'étendra sur une période de cinq ans. Le PNUE a participé également à la mise en oeuvre de programmes régionaux de conservation de la diversité biologique et à l'élaboration de plans d'aménagement de l'environnement. Les projets de la FAO allaient de 81 000 dollars pour la floriculture tropicale aux Comores à 900 000 dollars pour la plantation d'arbres fruitiers au Samoa au cours de la période 1992-1994. L'UNESCO a fourni un appui technique et financier à des projets concernant la diversité biologique, notamment à une étude des plantes médicinales dans la région des Caraïbes (16 000 dollars pour 1992) et, avec un concours financier de l'Allemagne, à un programme de préservation des forêts tropicales humides en Papouasie-Nouvelle-Guinée (220 000 dollars pour 1991-1992).

59. D'autres organismes ont contribué au financement et à l'exécution d'activités, notamment le Secrétariat du Commonwealth, le Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement, le Fonds d'affectation spéciale pour les Caraïbes et la CEPALC.

10. Institutions nationales et capacités administratives

60. L'aide accordée aux petits États insulaires en développement dans ce domaine s'est chiffrée à 292,6 millions de dollars, soit 16,4 % du montant total des ressources, et a porté sur des activités très variées. De manière générale, ces activités visaient à renforcer les capacités nationales dans le secteur économique et dans celui de l'administration publique et à soutenir les programmes d'ajustement structurel et de consolidation de la dette. Un appui a également été fourni pour la promotion du développement industriel, dans le but de créer des emplois, pour l'achat de matériel informatique et des services destinés aux entreprises publiques, y compris l'alimentation en eau et en électricité.

61. Pour un certain nombre de donateurs bilatéraux, ce secteur constituait une priorité. L'Australie lui a consacré environ 28 % de l'assistance qu'elle fournit aux petits États insulaires en développement, la majeure partie des fonds étant destinée aux administrations et aux services publics. La quasi-totalité de l'assistance apportée par le Japon et les Pays-Bas dans ce secteur a été concentrée sur les programmes d'ajustement structurel et les corrections de déséquilibres dans la balance des paiements; la proportion était de 69 % pour la France. Soixante-dix pour cent de l'aide accordée par les

/...

États-Unis dans ce même secteur a été consacrée au soutien de la balance des paiements et des services financiers et publics à la Jamaïque. L'Allemagne a affecté 45 % de son aide globale au rééchelonnement de la dette et, de son côté, la Nouvelle-Zélande a alloué 15 % de son assistance à la consolidation des budgets nationaux aux îles Cook, à Nioué et aux Tokélaou.

62. Sur le plan multilatéral, environ 4,1 % des décaissements effectués par les organisations multilatérales ont porté sur le domaine d'activité considéré. Le Bureau international du travail (BIT), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH), le PNUD, l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque mondiale et le Secrétariat de l'ONU ont appuyé dans les petits États insulaires en développement des activités concernant notamment la rédaction et la mise en application de lois relatives à la propriété industrielle, le développement des qualifications industrielles et commerciales et l'aide aux petites et moyennes entreprises. Les États qui ont bénéficié de ce type d'assistance - accordée essentiellement par l'ONUDI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et le BIT - comprenaient Chypre, Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu.

63. Pour ce qui est des organisations intergouvernementales, le Secrétariat du Commonwealth a fourni un appui dans plusieurs domaines, aussi bien pour la comptabilisation de la dette que pour l'élaboration de plans de gestion de l'environnement et la réalisation d'études d'impact écologique. La Banque asiatique de développement et la Banque de développement des Caraïbes ont appuyé des activités visant à améliorer les capacités nationales en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies de gestion de l'environnement et la réalisation d'études écologiques.

64. Les activités parrainées aux niveaux régional et mondial portaient sur la rédaction et l'application de dispositions législatives relatives aux activités économiques et à la protection de l'environnement, l'organisation de formations adaptées aux situations et aux problèmes propres aux petits États insulaires en développement dans le domaine de la gestion et l'analyse des besoins particuliers de ces États dans le contexte de stratégies régionales de promotion du développement durable. Ces activités ont été appuyées, entre autres, par le Secrétariat du Commonwealth et la CEPALC.

11. Institutions régionales et coopération technique

65. Les fonds alloués aux institutions régionales et à la coopération technique se sont élevés à 61,9 millions de dollars, soit 3,5 % du montant total de l'aide accordée aux petits États insulaires en développement. Les donateurs bilatéraux ont versé environ 55 millions de dollars pour soutenir les institutions régionales dans divers domaines et pour les aider à mieux servir leurs membres. Par exemple, l'Allemagne et le Canada ont octroyé environ 10 millions de dollars à la Communauté des Caraïbes (CARICOM). L'Allemagne a également accordé une aide à l'Organisation des États des Caraïbes orientales (8 millions de dollars) et financé des programmes exécutés par des institutions régionales dans le Pacifique Sud (7 millions de dollars). L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon ont versé des fonds d'un montant de 6 millions de dollars à la Commission du Pacifique Sud, et l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont déboursé environ

/...

4,2 millions de dollars pour le Secrétariat du Forum du Pacifique Sud, le Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement et la Commission géoscientifique du Pacifique Sud.

66. Les ressources multilatérales consacrées à ce secteur (engagements et versements) ne représentaient que 3,5 % du montant total de l'assistance correspondante mais elles couvraient un large éventail d'activités. En collaboration avec le Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement, le PNUE a mis en place un programme d'évaluation et de lutte contre la pollution dans la région du Pacifique Sud. Il s'est aussi attaché à promouvoir la collaboration interrégionale entre les programmes relatifs aux mers régionales de l'Est asiatique, du Pacifique Sud-Est et du Pacifique Sud sur les questions concernant les changements climatiques, la pollution marine, la gestion des zones côtières et l'installation de centraux pour la base de données sur les ressources mondiales (GRID). Les centres régionaux de services gérés par le PNUE dans les Caraïbes, dans le Pacifique Sud et dans les pays d'Afrique lusophones organisent des échanges d'informations scientifiques et techniques sur l'environnement.

67. Le Département des services d'appui et de gestion pour le développement du Secrétariat de l'ONU a prêté son concours pour la création d'un mécanisme régional permettant d'améliorer l'accès aux réseaux de distribution d'eau et d'assainissement dans plusieurs pays insulaires du Pacifique, y compris Kiribati, les États fédérés de Micronésie et Tuvalu. La CESAP a concentré son attention sur les questions intersectorielles relatives à la gestion des déchets dangereux, qui constitue un sujet de préoccupation pour de nombreux petits pays insulaires du Pacifique. Le PNUCID a appuyé des initiatives régionales visant à améliorer la communication dans la lutte contre le trafic des drogues et, de son côté, l'OMI a offert une assistance portant sur les aspects juridiques du transport maritime et les mesures de protection du milieu marin. Le Secrétariat du Commonwealth a mené des activités en collaboration avec le Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement pour renforcer les capacités dans les domaines de la météorologie et des finances, avec la Banque centrale des Caraïbes orientales pour la gestion de la dette et avec la Commission du Pacifique Sud pour la mise en valeur des ressources humaines.

12. Transports et communications

68. Les transports et communications figuraient au quatrième rang dans les apports des donateurs externes tant multilatéraux que bilatéraux (11,7 % soit environ 190 millions de dollars). Les donateurs bilatéraux ont versé 84 % des fonds, les principaux étant l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la Finlande, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède. Les activités étaient également réparties entre les deux sous-secteurs des transports et des communications.

69. S'agissant des activités bilatérales, l'Australie a concentré son assistance sur la région du Pacifique et financé des activités dans les deux sous-secteurs considérés, notamment la construction et la modernisation d'aéroports à Kiribati, aux îles Salomon et aux Tonga, et des améliorations apportées aux systèmes de télécommunications aux Tokélaou, à Vanuatu et aux îles Salomon. Le Canada a aidé à reconstruire des ponts à la Grenade et à

/...

moderniser les réseaux de télécommunications à la Trinité-et-Tobago. La France a financé l'installation de stations terriennes de télécommunications au Cap-Vert et un projet concernant les transports à la Jamaïque. Le Japon a concentré son assistance sur le secteur des transports, les bénéficiaires étant le Cap-Vert, Kiribati, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Samoa.

70. Plusieurs organismes des Nations Unies ont fourni une assistance portant sur des activités diverses aux petits États insulaires en développement, dans le sous-secteur des transports et dans celui des communications. L'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI) a offert une assistance pour la législation aéronautique nationale et la formation aéronautique à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Bahamas, à Sao-Tomé-et-Principe, à la Trinité-et-Tobago, aux Seychelles et à Cuba. Elle a aussi proposé une formation à la planification des secours dans les aéroports à plusieurs petits pays insulaires du Pacifique. L'OMI a financé un programme mondial de formation sur la protection du milieu marin et l'inspection des installations portuaires conformément aux accords internationaux applicables en la matière. L'UNESCO a accordé une aide à plusieurs pays insulaires du Pacifique dans le secteur des communications, en particulier pour l'acquisition de matériel de télévision et vidéo, l'installation d'émetteurs de radiodiffusion en modulation des fréquences (MF), la livraison de presses typographiques, l'informatisation des opérations liées à la production des journaux et la formation du personnel correspondant. L'Union postale universelle (UPU) a accordé une assistance à plusieurs pays pour la gestion des services postaux.

71. Deux organisations - la Banque islamique de développement et le Secrétariat du Commonwealth - ont appuyé des activités dans le domaine considéré : la Banque a financé un projet d'exploitation portuaire aux Comores et le Secrétariat du Commonwealth a financé des projets à la Jamaïque, à la Dominique, à la Trinité-et-Tobago, aux Maldives et à Vanuatu.

13. Science et technique

72. Les activités financées par les donateurs dans le domaine de la science et de la technique ont été peu nombreuses : elles n'ont obtenu que 3,7 millions de dollars, soit 0,2 % du montant total de l'aide extérieure. Les fonds ont été versés essentiellement par des organisations multilatérales, notamment la FAO, l'OMPI, l'UNESCO, le PNUE et le PNUD, qui se sont attachés plus particulièrement à former les responsables et à développer les compétences en matière d'évaluation des écotechnologies. Le PNUE a fourni un appui pour la mise au point de systèmes d'information intégrés sur les sciences et les techniques et l'environnement à l'échelon national et des services en vue de rationaliser la prise des décisions et de renforcer les institutions existantes. L'OMPI a accordé une aide à un certain nombre de pays et de territoires insulaires du Pacifique et des Caraïbes sur des questions relatives aux droits de propriété intellectuelle : Fidji, les îles Cook, la Barbade, Antigua-et-Barbuda et la Jamaïque.

14. Mise en valeur des ressources humaines

73. La majeure partie de l'assistance extérieure fournie par les donateurs bilatéraux et multilatéraux en 1991-1992 a été concentrée sur la mise en valeur

/...

des ressources humaines : elle s'est chiffrée à 496,4 millions de dollars, soit 27 % du montant total pour tous les domaines d'activité du programme. Les donateurs bilatéraux ont versé 333,9 millions de dollars, soit environ 24 % du montant total de l'aide bilatérale, et les donateurs multilatéraux 162,5 millions de dollars, soit 43,4 % du montant total de l'aide multilatérale.

74. Environ 85 % de l'aide bilatérale fournie dans ce domaine a été attribuée aux pays insulaires du Pacifique et des Caraïbes, les fonds étant également répartis entre les deux sous-régions. Les petits pays insulaires d'Afrique n'ont obtenu que 12,2 % de l'aide bilatérale mais leur part a été de 65 % (81,6 millions de dollars) dans l'assistance fournie par les donateurs multilatéraux. Les autres contributions multilatérales étaient uniformément réparties entre les deux sous-régions susmentionnées.

75. Les activités entreprises dans le domaine considéré peuvent être divisées en trois principaux sous-secteurs : l'éducation et la formation, y compris les infrastructures connexes; les questions de santé, y compris la vaccination universelle, les soins aux enfants, la nutrition, l'aide alimentaire et la planification familiale; et les activités relatives à l'aide humanitaire, au développement communautaire et au logement. Parmi les principaux donateurs bilatéraux, l'Australie a consacré 58 % de son assistance aux activités éducatives à l'intérieur du domaine considéré, la Nouvelle-Zélande 64 %, le Japon 19 % et les États-Unis d'Amérique 11 %. Les États-Unis ont versé environ 55 millions de dollars et le Canada 22 millions de dollars rien que pour la Jamaïque en ce qui concerne l'aide alimentaire, l'assistance humanitaire et la nutrition. L'Autriche, le Japon, la Suisse et les Pays-Bas ont également versé environ 10 millions de dollars d'aide alimentaire pour la période 1991-1992. Le Japon a déboursé 45 millions de dollars pour des hôpitaux à Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord 17 millions de dollars pour des logements sociaux à la Jamaïque.

76. Les organisations multilatérales ont également fourni un appui aux petits États insulaires en développement dans les trois principaux sous-secteurs. Par exemple, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a versé plus de 2,3 millions de dollars pour un projet d'assistance technique multidisciplinaire dans le Pacifique et la Banque mondiale 11,5 millions de dollars pour des activités éducatives aux Bahamas et aux Maldives. Le PAM a versé des fonds d'un montant total de 25 millions de dollars environ pour une assistance humanitaire et des livraisons de denrées alimentaires à divers pays, notamment le Cap-Vert, Cuba, la Jamaïque et Maurice.

III. CONCLUSIONS

77. Le présent rapport a été établi à partir des informations communiquées par la communauté internationale des donateurs sur le volume et l'affectation de l'aide extérieure apportée aux petits États insulaires en développement au cours des deux années qui ont précédé la CNUED, 1991-1992, et correspond donc aux priorités, plans et programmes établis par les donateurs, tant bilatéraux que multilatéraux, et les États bénéficiaires pour cette période. Il faudra quelque temps pour modifier l'ordre des priorités en fonction d'Action 21 et, surtout, en fonction des conclusions qu'adoptera la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement. Ce rapport

/...

est néanmoins utile, dans la mesure où il peut aider la communauté des donateurs et les États intéressés à étudier la répartition actuelle des ressources destinées à favoriser le développement durable et où il offre une base solide à partir de laquelle arrêter les actions à entreprendre à l'avenir (voir le tableau 13 pour les indicateurs de base des petits États insulaires en développement).

78. La principale conclusion à tirer du rapport est que l'aide apportée en 1991-1992 par la communauté internationale en faveur du développement durable des petits États insulaires en développement s'est concentrée sur un nombre relativement restreint des secteurs retenus dans le projet de programme d'action. L'aide bilatérale a été consacrée essentiellement à cinq de ces secteurs : mise en valeur des ressources humaines, ressources foncières, institutions nationales et capacités administratives et, dans une moindre mesure, transports et communications et ressources énergétiques. Il convient de souligner qu'une bonne partie des montants alloués à la mise en valeur des ressources humaines est allée à l'assistance humanitaire. Au niveau multilatéral aussi, l'aide a principalement été consacrée à la mise en valeur des ressources humaines, les autres domaines privilégiés étant les suivants : ressources foncières, transports et communications, ressources en eau douce et gestion des déchets. Une autre constatation est qu'il n'existe pour ainsi dire pas de rapport entre le PIB par habitant des pays bénéficiaires et le montant par habitant de l'aide reçue. Un tel rapport aurait été logique et l'on en est donc amené à s'interroger sur la répartition de l'aide extérieure entre les pays.

79. Il ressort de l'analyse statistique de la répartition sectorielle de l'aide qu'il faudra à l'avenir privilégier davantage les domaines considérés comme prioritaires dans le projet de programme d'action mais n'ayant reçu à ce jour que peu d'attention. Deux considérations s'imposent à cet égard. Tout d'abord, les secteurs ayant le plus bénéficié d'une aide dans le passé, à savoir la création de capacités nationales et le développement des infrastructures, sont essentiels au développement durable des petits États insulaires en développement. Malgré les efforts qui leur ont été consacrés, il reste toutefois encore beaucoup à faire, si bien qu'il faudra continuer à les privilégier. Ensuite, même si les données communiquées indiquent que les autres secteurs du projet de programme d'action ont été moins favorisés, il faudra réévaluer les besoins des différents États dans ces secteurs avant de déterminer le volume de financement nécessaire. En tout état de cause, toute augmentation du financement de ces domaines devrait faire appel à des ressources supplémentaires, une simple réaffectation des ressources pouvant en effet compromettre la création de capacités nationales et le développement des infrastructures.

80. Quant à la répartition de l'aide entre les États, il apparaît clairement que l'assistance devrait être plus équitablement répartie en fonction des besoins bénéficiaires. Étant donné que même les petits États insulaires en développement qui ont reçu une aide extérieure relativement plus élevée continuent à souffrir de l'insuffisance des ressources, et qu'ils auront besoin à l'avenir de davantage de ressources pour assurer à leur développement un caractère durable, on ne pourra atteindre l'objectif du développement durable des petits États insulaires qu'en augmentant le volume total de l'aide

/...

extérieure et, simultanément, en portant davantage d'attention aux pays qui n'ont bénéficié que d'une aide relativement restreinte jusqu'alors. Pour garantir les ressources nécessaires à cet effet, il faudra rechercher des méthodes novatrices de financement et, surtout, faire preuve à cet égard d'une volonté politique plus ferme.

81. L'objet du présent rapport n'était pas d'évaluer les activités que les donateurs mènent actuellement pour favoriser le développement durable des petits États insulaires en développement. Aussi ne cherche-t-on pas à analyser si l'aide est attribuée et utilisée à bon escient, pas plus qu'on ne mesure l'efficacité des projets qu'elle finance. Toutefois, que l'APD augmente ou non de façon suffisante à l'avenir, il sera nécessaire d'évaluer l'efficacité ainsi que la rentabilité des projets et programmes financés à l'aide de ressources extérieures, ainsi d'ailleurs que de ceux financés par des ressources nationales.

82. En vue de garantir l'efficacité et la rentabilité de l'aide extérieure, des mesures devront être prises par les petits États insulaires en développement et par la communauté des donateurs. Les premiers devront agir sur deux plans. D'une part, leurs gouvernements devront procéder à une réévaluation complète des besoins, grâce à une planification rigoureuse. D'autre part, il faudra veiller à ce que l'aide extérieure réponde à des priorités et des besoins clairement identifiés ou vise à éliminer des obstacles majeurs, et à ce que l'exécution de toutes les activités entreprises soit contrôlée de près. En ce qui concerne la communauté des donateurs, une meilleure coordination entre les donateurs bilatéraux et multilatéraux aidera à éliminer les éventuels doubles emplois. Enfin, une meilleure coordination entre la communauté des donateurs et les petits États insulaires permettra d'orienter l'aide extérieure vers les domaines prioritaires identifiés par les bénéficiaires et, partant, d'en accroître l'efficacité.

Notes

¹ Les 14 rubriques du projet de programme d'action sont les suivantes : changements climatiques et élévation du niveau de la mer; catastrophes naturelles et écologiques; gestion des déchets; ressources côtières et marines; ressources en eau douce; ressources foncières; ressources énergétiques; ressources touristiques; diversité biologique; institutions nationales et capacités administratives; institutions régionales et coopération technique; transports et communications; science et technologie; et mise en valeur des ressources humaines.

² Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.

³ Ibid., annexe I.

⁴ Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Italie, Pays-Bas et Suisse.

/...

⁵ Voir le tableau 14 pour l'APD bilatérale totale aux petits États insulaires en développement.

⁶ Pour le montant total de l'APD fournie sur le plan multilatéral aux petits États insulaires en développement, voir le tableau 15.

Tableau 1

Aide extérieure totale aux petites États insulaires en développement,
 par source de financement et par secteur, 1991 et 1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Secteur	Aide bilatérale (engagements)		Aide multilatérale (décaissements)				Aide bilatérale et multilatérale 1991-1992	Pourcentage du total
			Organismes des Nations Unies		Hors Nations Unies			
	1991	1992	1991	1992	1991	1992	(1) + (2)	
	(1)		(2)				(1) + (2)	
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	156	624	3 492	3 051	14	..	7 337	0,4
II. Catastrophes naturelles et écologiques	14 559	3 072	642	1 149	7 901	57	27 380	1,5
III. Gestion des déchets	515	233	9 596	17 572	1 806	15	29 737	1,7
IV. Ressources côtières et marines	19 553	19 836	269	5 212	462	312	45 644	2,6
V. Ressources en eau douce	21 493	28 523	12 281	16 031	79	50	77 457	4,4
VI. Ressources foncières	203 917	99 845	30 760	29 535	850	1 408	368 315	20,6
VII. Ressources énergétiques	86 568	53 962	1 508	994	131	141	143 304	8,1
VIII. Ressources touristiques	6 282	7 134	2 944	5 492	134	147	22 133	1,2
IX. Diversité biologique	489	1 361	135	1 737	119	141	3 982	0,2
X. Institutions nationales et capacités administratives	114 854	161 566	4 916	7 502	2 141	1 647	292 626	16,4
XI. Institutions régionales et coopération technique	29 568	25 897	1 588	2 037	1 646	1 176	61 912	3,5
XII. Transports et communications	145 359	26 243	11 466	17 603	727	773	202 171	11,4
XIII. Science et technologie	348	293	875	2 037	35	94	3 682	0,2
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	206 626	127 303	45 871	58 949	53 412	4 250	496 411	27,9
Total	850 287	555 892	126 343	167 901	69 457	10 211	1 780 081	100,0

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

/...

Tableau 2

Aide extérieure totale aux petits États insulaires en développement, par secteur
 et par niveau d'activité, 1991 et 1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Secteur	Niveau national		Niveau régional		Niveau mondial		Total tous niveaux 1991-1992
	1991	1992	1991	1992	1991	1992	
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	1 094	1 215	551	529	2 017	1 931	7 337
II. Catastrophes naturelles et écologiques	22 596	3 484	148	374	360	420	27 380
III. Gestion des déchets	5 284	11 123	6 583	6 595	50	102	29 737
IV. Ressources côtières et marines	18 237	23 022	1 865	2 338	182	..	45 644
V. Ressources en eau douce	28 522	37 817	5 308	5 760	25	27	77 457
VI. Ressources foncières	232 430	128 884	3 097	3 774	..	130	366 315
VII. Ressources énergétiques	87 078	54 853	1 129	244	..	..	143 304
VIII. Ressources touristiques	9 115	12 691	245	82	..	..	22 133
IX. Diversité biologique	554	2 620	70	522	119	97	3 982
X. Institutions nationales et capacités administratives	117 025	164 483	4 699	5 854	187	378	292 626
XI. Institutions régionales et coopération technique	243	205	32 328	28 666	233	239	61 912
XII. Transports et communications	152 725	42 426	4 827	2 193	..	..	202 171
XIII. Science et technologie	903	2 036	205	178	150	210	3 682
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	279 723	152 935	23 775	34 442	2 411	3 125	496 411
Total	955 529	635 794	84 824	91 551	5 734	6 659	1 780 091

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

Tableau 3

Aide extérieure totale aux petits États insulaires en développement,
par pays bénéficiaire, par donateur et par secteur, 1991-1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	Catastrophes naturelles et écologiques	Gestion des déchets	Ressources côtières et marines	Ressources en eau douce	Ressources foncières	Ressources énergétiques	Ressources touristiques
AFRIQUE								
Cap-Vert								
Aide multilatérale-NU	311	157	149	70	811	8 859	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	..	..	..
Aide bilatérale	..	..	..	5 387	1 814	12 169	566	..
Total	311	157	149	5 457	2 625	21 028	566	..
Comores								
Aide multilatérale-NU	..	..	185	..	185	2 799	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	..	..	..
Aide bilatérale	..	..	..	..	..	4 607	..	870
Total	..	..	185	..	185	7 406	..	870
Maurice								
Aide multilatérale-NU	50	27	122	537	122	167	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	286	..	..
Aide bilatérale	..	..	..	..	14 005	6 110	27 478	..
Total	50	27	122	537	14 127	6 563	27 478	..
Sao Tomé-et-Principe								
Aide multilatérale-NU	273	..	117	..	117	7 338	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	..	..	..
Aide bilatérale	..	..	..	3 920	..	13 680	..	..
Total	273	..	117	3 920	117	21 018	..	..
Seychelles								
Aide multilatérale-NU	115	..	107	69	107	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	1 806	..	..	182	93	..
Aide bilatérale	..	567	..	..	..	496	..	3 227
Total	115	567	1 913	69	107	678	93	3 227
Total partiel - Afrique								
Aide multilatérale-NU	749	184	680	676	1 342	19 163	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	1 806	..	..	468	93	..
Aide bilatérale	..	567	..	9 307	15 819	37 062	28 044	4 097
Total	749	751	2 486	9 983	17 161	56 693	28 137	4 097

/...

Tableau 3 (suite)

Diversité biologique	Institutions nationales et capacités administratives	Institutions régionales et coopération technique	Transports et communications	Science et technologie	Mise en valeur des ressources humaines	Total	Pays bénéficiaire
							AFRIQUE
							Cap-Vert
295	357	..	620	60	18 140	29 829	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	1 268	..	13 409	..	18 639	53 252	Aide bilatérale
295	1 625	..	14 029	60	36 779	83 081	Total
							Comores
..	1 060	..	7	..	3 856	8 092	Aide multilatérale-NU
..	..	..	300	..	..	300	Aide multilatérale-hors NU
..	18 720	..	..	..	6 914	31 111	Aide bilatérale
..	19 780	..	307	..	10 770	39 503	Total
							Maurice
..	1 900	..	9 110	..	5 232	17 267	Aide multilatérale-NU
..	190	..	49	..	16 622	17 147	Aide multilatérale-hors NU
..	4 986	..	4 313	..	2 659	59 551	Aide bilatérale
..	7 076	..	13 472	..	24 513	93 965	Total
							Sao Tomé-et-Principe
..	..	..	670	10	3 440	11 965	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	2 585	..	903	..	6 740	27 828	Aide bilatérale
..	2 585	..	1 573	10	10 180	39 793	Total
							Seychelles
..	40	..	18	7	922	1 385	Aide multilatérale-NU
..	117	..	..	..	33 429	35 627	Aide multilatérale-hors NU
..	4 058	..	..	..	2 932	11 280	Aide bilatérale
..	4 215	..	18	7	37 263	48 292	Total
							Total partiel - Afrique
295	3 357	..	10 425	77	31 590	68 538	Aide multilatérale-NU
..	307	..	349	..	50 051	53 074	Aide multilatérale-hors NU
..	31 617	..	18 625	..	37 884	183 022	Aide bilatérale
295	35 281	..	29 399	77	119 525	304 634	Total

/...

Tableau 3 (suite)

Pays bénéficiaire	Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	Catastrophes naturelles et écologiques	Gestion des déchets	Ressources côtières et marines	Ressources en eau douce	Ressources foncières	Ressources énergétiques	Ressources touristiques
ASIE OCCIDENTALE								
Bahreïn								
Aide multilatérale-NU	..	..	286	..	48	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	..	..	..
Aide bilatérale	..	..	..	..	..	..	..	..
Total	..	..	286	..	48	..	..	..
ASIE ET PACIFIQUE								
Fidji								
Aide multilatérale-NU	..	37	1 420	7	430	145	..	492
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	..	..	..
Aide bilatérale	197	153	..	2 884	..	8 793	..	146
Total	197	190	1 420	2 891	430	8 938	..	638
Îles Cook								
Aide multilatérale-NU	..	..	111	..	111	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	30	69	..
Aide bilatérale	300	155	..	60	997	861	1 128	732
Total	300	155	111	60	1 108	891	1 197	732
Îles Marshall								
Aide multilatérale-NU	..	..	..	..	..	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	300	..	..
Aide bilatérale	..	22	..	5 328	..	..	..	..
Total	..	22	..	5 328	..	300	..	..
Îles Salomon								
Aide multilatérale-NU	..	..	265	..	279	36	..	4
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	59	..	..
Aide bilatérale	..	299	..	..	6 101	5 724	..	141
Total	..	299	265	..	6 380	5 819	..	145
Kiribati								
Aide multilatérale-NU	..	..	138	..	691	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	49	..	18	..	..
Aide bilatérale	67	6	..	1 613	..	818	..	..
Total	67	6	138	1 662	691	836	..	..
Maldives								
Aide multilatérale-NU	25	..	607	1 027	207	170	..	7 500
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	77	..	..	..	..
Aide bilatérale	117	..	..	11 714	..	616	..	..
Total	142	..	607	12 818	207	786	..	7 500

/...

Tableau 3 (suite)

Diversité biologique	Institutions nationales et capacités administratives	Institutions régionales et coopération technique	Transports et communications	Science et technologie	Mise en valeur des ressources humaines	Total	Pays bénéficiaire
ASIE OCCIDENTALE							
Bahreïn							
..	..	..	9	..	..	343	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide bilatérale
..	..	..	9	..	..	343	Total
ASIE ET PACIFIQUE							
Fidji							
..	1 140	..	178	..	1 760	5 609	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	2 872	..	..	..	30 613	45 658	Aide bilatérale
..	4 012	..	178	..	32 373	51 267	Total
Îles Cook							
..	..	..	82	..	389	693	Aide multilatérale-NU
..	85	..	..	..	..	184	Aide multilatérale-hors NU
73	10 427	..	356	573	2 701	18 363	Aide bilatérale
73	10 512	..	438	573	3 090	19 240	Total
Îles Marshall							
..	..	..	..	..	261	261	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	300	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	..	5 350	Aide bilatérale
..	..	..	..	..	261	5 911	Total
Îles Salomon							
..	551	..	34	..	1 582	2 751	Aide multilatérale-NU
..	..	..	135	..	98	292	Aide multilatérale-hors NU
..	1 850	..	2 932	..	8 043	25 090	Aide bilatérale
..	2 401	..	3 101	..	9 723	28 133	Total
Kiribati							
..	149	..	97	..	817	1 892	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	11	78	Aide multilatérale-hors NU
17	1 143	..	9 554	..	4 172	17 390	Aide bilatérale
17	1 292	..	9 651	..	5 000	19 360	Total
Maldives							
..	996	..	385	3	7 378	18 298	Aide multilatérale-NU
..	593	..	162	..	66	898	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	4 737	17 184	Aide bilatérale
..	1 589	..	547	3	12 181	36 380	Total

/...

Tableau 3 (suite)

Pays bénéficiaire	Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	Catastrophes naturelles et écologiques	Gestion des déchets	Ressources côtières et marines	Ressources en eau douce	Ressources foncières	Ressources énergétiques	Ressources touristiques
Micronésie (États fédérés de)								
Aide multilatérale-NU	134	..	386	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale	8 129	..
Total	134	..	386	..	8 129	..
Neuru								
Aide multilatérale-NU
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale
Total
Nioué								
Aide multilatérale-NU	26	..	..	3
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale	506	..	135
Total	26	506	..	138
Papouasie-Nouvelle-Guinée								
Aide multilatérale-NU	700	..	615	1 292	615	2 695	..	..
Aide multilatérale-hors NU	64	..	336	..	..
Aide bilatérale	..	564	..	602	11	61 574	326	..
Total	700	564	615	1 958	626	64 605	326	0
Samoa								
Aide multilatérale-NU	272	53	352	148	..	3
Aide multilatérale-hors NU	113
Aide bilatérale	..	5 127	73	..	965	7 094	4 215	155
Total	..	5 127	345	53	1 317	7 242	4 215	271
Singapour								
Aide multilatérale-NU	81	..	81	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale	5 644	..	..
Total	81	..	81	5 644	..	..
Tokéleau								
Aide multilatérale-NU	13	..	17	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale	..	128	..	28	..	..	..	..
Total	..	128	13	28	17	..	..	..
Tonga								
Aide multilatérale-NU	213	133	213	965	63	5
Aide multilatérale-hors NU	126	..	..
Aide bilatérale	216	1 816	..	28
Total	213	133	429	2 907	63	33

/...

Tableau 3 (suite)

Diversité biologique	Institutions nationales et capacités administratives	Institutions régionales et coopération technique	Transports et communications	Science et technologie	Mise en valeur des ressources humaines	Total	Pays bénéficiaire
							Micronésie (États fédérés de)
..	77	..	37	..	795	1 429	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	791	8 920	Aide bilatérale
..	77	..	37	..	1 586	10 349	Total
							Neuru
..	..	..	19	..	..	19	Aide multilatérale-NU
..	1	..	..	..	..	1	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide bilatérale
..	1	..	19	..	..	20	Total
							Nioué
..	..	..	16	..	..	45	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
192	13 443	..	234	..	787	15 297	Aide bilatérale
192	13 443	..	250	..	787	15 342	Total
							Papouasie-Nouvelle-Guinée
125	2 165	..	1 240	592	2 744	12 783	Aide multilatérale-NU
..	50	..	199	..	21	670	Aide multilatérale-hors NU
385	117 051	..	101 787	..	56 470	338 770	Aide bilatérale
510	119 286	..	103 226	592	59 235	352 223	Total
							Samoa
233	..	..	115	..	1 153	2 329	Aide multilatérale-NU
..	14	..	93	..	..	220	Aide multilatérale-hors NU
..	5 365	..	12 959	..	6 013	41 966	Aide bilatérale
233	5 379	..	13 167	..	7 168	44 515	Total
							Singapour
..	..	..	26	..	260	448	Aide multilatérale-NU
..	..	..	8	..	99	107	Aide multilatérale-hors NU
..	1 054	..	29	..	74	6 801	Aide bilatérale
..	1 054	..	63	..	433	7 356	Total
							Tokélaou
..	..	..	..	..	20	50	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	4 941	..	857	..	33	5 987	Aide bilatérale
..	4 941	..	857	..	53	6 037	Total
							Tonga
..	292	..	11	..	781	2 676	Aide multilatérale-NU
..	309	..	..	..	52	487	Aide multilatérale-hors NU
746	3 899	..	871	..	15 796	23 372	Aide bilatérale
746	4 500	..	882	..	16 629	26 535	Total

/...

Tableau 3 (suite)

Pays bénéficiaires	Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	Catastrophes naturelles et écologiques	Gestion des déchets	Ressources côtières et marines	Ressources en eau douce	Ressources foncières	Ressources énergétiques	Ressources touristiques
Tuvalu								
Aide multilatérale-NU	..	82	21	..	887	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	..	..	..
Aide bilatérale	99	..	..	2 906	..	8	..	..
Total	99	82	21	2 906	887	8	..	..
Vanuatu								
Aide multilatérale-NU	25	153	245	..	344	..	..	231
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	170	..	..
Aide bilatérale	..	239	..	..	575	2 608	..	..
Total	25	382	245	..	919	2 778	..	231
Total partiel — Asie et Pacifique								
Aide multilatérale-NU	750	282	4 135	2 512	4 639	4 159	63	8 238
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	180	..	1 039	69	113
Aide bilatérale	780	6 883	73	25 185	6 805	96 062	13 798	1 337
Total	1 530	6 975	4 208	27 897	13 504	101 260	13 930	9 688
EUROPE								
Chypre								
Aide multilatérale-NU	..	..	6 715	..	8 415	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	..	..	6
Aide bilatérale	..	9 957	..	..	..	..	..	..
Total	..	9 957	6 715	..	8 415	..	..	6
Malte								
Aide multilatérale-NU	30	..	4	..	4	206	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	7	..	..
Aide bilatérale	..	..	..	..	..	..	..	..
Total	30	..	4	..	4	213	..	..
Total partiel — Europe								
Aide multilatérale-NU	30	..	6 719	..	8 419	206	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	7	..	6
Aide bilatérale	..	9 957	..	..	..	0	..	..
Total	30	9 957	6 719	..	8 419	213	..	6
AMÉRIQUE LATINE ET CARAIBES								
Antigua-et-Barbuda								
Aide multilatérale-NU	..	..	63	..	63	8	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	..	..	..	..	..	..	..
Aide bilatérale	..	..	..	..	..	..	335	..
Total	..	..	63	..	63	8	335	..

/...

Tableau 3 (suite)

Diversité biologique	Institutions nationales et capacités administratives	Institutions régionales et coopération technique	Transports et communications	Science et technologie	Mise en valeur des ressources humaines	Total	Pays bénéficiaire
							Tuvalu
..	62	..	44	..	336	1 442	Aide multilatérale-NU
..	11	..	85	..	91	187	Aide multilatérale-hors NU
..	952	112	307	..	1 841	6 285	Aide bilatérale
..	1 025	112	436	..	2 268	7 914	Total
							Vanuatu
..	372	..	54	..	1 205	2 629	Aide multilatérale-NU
..	94	..	233	..	..	497	Aide multilatérale-hors NU
..	4 200	..	6 065	..	6 948	20 635	Aide bilatérale
..	4 666	..	6 352	..	8 153	23 761	Total
							Total partiel -- Asie et Pacifique
358	5 804	..	2 338	595	19 481	53 354	Aide multilatérale-NU
..	1 157	..	915	..	438	3 921	Aide multilatérale-hors NU
1 413	167 197	112	135 951	573	139 019	597 068	Aide bilatérale
1 771	174 158	112	139 204	1 168	158 938	654 343	Total
							EUROPE
							Chypre
211	404	..	7 712	..	245	23 702	Aide multilatérale-NU
..	4	..	..	..	..	10	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	5 782	15 739	Aide bilatérale
211	408	..	7 712	..	6 027	39 451	Total
							Malte
..	..	..	..	..	6	250	Aide multilatérale-NU
44	41	..	..	..	5	97	Aide multilatérale-hors NU
..	1 601	..	231	..	26	1 858	Aide bilatérale
44	1 642	..	231	..	37	2 205	Total
							Total partiel -- Europe
211	404	..	7 712	..	251	23 952	Aide multilatérale-NU
44	45	..	0	..	5	107	Aide multilatérale-hors NU
..	1 601	..	231	..	5 808	17 597	Aide bilatérale
255	2 050	..	7 943	..	6 064	41 656	Total
							AMÉRIQUE LATINE ET CARAIBES
							Antigua-et-Barbuda
..	..	..	..	..	459	593	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	64	64	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	3 000	..	9 192	12 527	Aide bilatérale
..	..	..	3 000	..	9 715	13 184	Total

/...

Tableau 3 (suite)

Pays bénéficiaire	Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	Catastrophes naturelles et écologiques	Gestion des déchets	Ressources côtières et marines	Ressources en eau douce	Ressources foncières	Ressources énergétiques	Ressources touristiques
Antilles néerlandaises								
Aide multilatérale-NU	13	..	13	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale
Total	13	..	13	..	..	..
Aruba								
Aide multilatérale-NU	14
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale
Total	14
Bahamas								
Aide multilatérale-NU	157	2	349	..	..	..
Aide multilatérale-hors NU	..	7	..	..	..	..	110	..
Aide bilatérale	..	67	..	..	..	..	..	..
Total	..	74	157	2	349	..	110	..
Barbade								
Aide multilatérale-NU	151	40	151	237	..	..
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale	62	..	3 949
Total	151	40	151	299	..	3 949
Cuba								
Aide multilatérale-NU	..	363	729	136	249	18 988	..	..
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale
Total	..	363	729	136	249	18 988	..	..
Dominique								
Aide multilatérale-NU	63	165	63	21	1 307	..
Aide multilatérale-hors NU	..	7 800	..	5	129	86	..	..
Aide bilatérale	7 742	7 510	1 595	..
Total	..	7 800	63	170	7 934	7 617	2 902	..
Grenade								
Aide multilatérale-NU	79	..	57	56	..	..
Aide multilatérale-hors NU	33	..	91	..	17
Aide bilatérale	257	..	2 550	892	..	3 286
Total	336	33	2 607	1 039	..	3 303
Îles Vierges américaines								
Aide multilatérale-NU
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale
Total

/...

Tableau 3 (suite)

Diversité biologique	Institutions nationales et capacités administratives	Institutions régionales et coopération technique	Transports et communications	Science et technologie	Mise en valeur des ressources humaines	Total	Pays bénéficiaire
							Antilles néerlandaises
..	344	..	..	..	66	436	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide bilatérale
..	344	..	..	..	66	436	Total
							Aruba
..	..	..	..	..	..	14	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide bilatérale
..	..	..	..	..	..	14	Total
							Bahamas
..	..	..	31	..	5 036	5 575	Aide multilatérale-NU
..	16	..	..	..	96	229	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	..	67	Aide bilatérale
..	16	..	31	..	5 132	5 871	Total
							Barbade
..	68	..	8	..	367	1 022	Aide multilatérale-NU
..	223	..	..	..	..	223	Aide multilatérale-hors NU
..	986	..	..	..	480	5 477	Aide bilatérale
..	1 277	..	8	..	847	6 722	Total
							Cuba
359	..	..	42	977	1 848	23 691	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	209	209	Aide bilatérale
359	..	..	42	977	2 057	23 900	Total
							Dominique
..	234	..	19	..	686	2 558	Aide multilatérale-NU
..	43	..	51	..	..	8 114	Aide multilatérale-hors NU
..	2 284	336	225	..	1 335	21 027	Aide bilatérale
..	2 561	336	295	..	2 021	31 699	Total
							Grenade
..	15	..	2	..	914	1 123	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	54	195	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	1 956	..	938	9 879	Aide bilatérale
..	15	..	1 958	..	1 906	11 197	Total
							Îles Vierges américaines
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	..	..	Aide bilatérale
..	..	..	..	..	..	..	Total

/...

Tableau 3 (suite)

Pays bénéficiaire	Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	Catastrophes naturelles et écologiques	Gestion des déchets	Ressources côtières et marines	Ressources en eau douce	Ressources foncières	Ressources énergétiques	Ressources touristiques
Jamaïque								
Aide multilatérale-NU	..	9	343	64	347	13 854	485	..
Aide multilatérale-hors NU	..	151	..	63	..	..	..	..
Aide bilatérale	103	154 539	3 115	730
Total	..	160	343	127	450	168 393	3 600	730
Saints-Lucie								
Aide multilatérale-NU	83	..	83	217	..	..
Aide multilatérale-hors NU	231	..	19
Aide bilatérale	13 509	1 703	..	..
Total	83	..	13 592	2 151	..	19
Saint-Kitts-et-Nevis								
Aide multilatérale-NU	56	..	56	200	..	..
Aide multilatérale-hors NU	175	..	..
Aide bilatérale	368	..	18	..	..	..
Total	424	..	74	375	..	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines								
Aide multilatérale-NU	57	..	63	201	..	..
Aide multilatérale-hors NU
Aide bilatérale	2 475	1 267	1 591	2 660	..
Total	57	2 475	1 330	1 792	2 660	..
Trinité-et-Tobago								
Aide multilatérale-NU	289	319	395	486	..	..
Aide multilatérale-hors NU	77	..	..	..	..
Aide bilatérale	90 257	..
Total	289	396	395	486	90 257	..
Total partiel — Amérique latine et Caraïbes								
Aide multilatérale-NU	..	372	2 083	726	1 889	34 268	1 792	14
Aide multilatérale-hors NU	..	7 958	..	178	129	583	110	36
Aide bilatérale	..	67	625	2 475	25 189	166 297	97 982	7 965
Total	..	8 397	2 708	3 379	27 207	201 148	99 864	8 015
Total								
Aide multilatérale-NU	1 529	838	13 903	3 914	16 337	57 796	1 855	8 252
Aide multilatérale-hors NU	..	7 958	1 806	368	129	2 097	272	155
Aide bilatérale	780	17 284	698	36 977	49 873	299 421	139 804	13 399
Total général	2 309	26 080	16 407	41 259	66 339	359 314	141 931	21 806

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

/...

Tableau 3 (suite)

Diversité biologique	Institutions nationales et capacités administratives	Institutions régionales et coopération technique	Transports et communications	Science et technologie	Mise en valeur des ressources humaines	Total	Pays bénéficiaire
							Jamaïque
..	209	..	6 201	418	9 750	31 680	Aide multilatérale-NU
..	360	..	154	79	..	807	Aide multilatérale-hors NU
..	51 248	..	5 947	..	108 971	324 653	Aide bilatérale
..	51 817	..	12 302	497	118 721	357 140	Total
							Sainte-Lucie
..	160	..	2	45	189	779	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	123	373	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	3 036	18 248	Aide bilatérale
..	160	..	2	45	3 348	19 400	Total
							Saint-Kitts-et-Nevis
466	14	..	..	..	494	1 286	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	..	175	Aide multilatérale-hors NU
..	..	..	..	..	372	758	Aide bilatérale
466	14	..	..	..	866	2 219	Total
							Saint-Vincent-et-les Grenadines
28	..	..	..	..	738	1 087	Aide multilatérale-NU
..	..	..	..	..	8	8	Aide multilatérale-hors NU
..	2 213	..	..	..	1 188	11 394	Aide bilatérale
28	2 213	..	..	..	1 934	12 489	Total
							Trinité-et-Tobago
..	201	..	500	125	1 367	3 682	Aide multilatérale-NU
..	136	..	31	50	116	410	Aide multilatérale-hors NU
..	10 678	..	427	..	622	101 984	Aide bilatérale
..	11 015	..	958	175	2 105	106 076	Total
							Total partiel -- Amérique latine et Caraïbes
853	1 245	..	6 805	1 565	21 914	73 526	Aide multilatérale-NU
..	778	..	236	129	461	10 598	Aide multilatérale-hors NU
..	67 409	336	11 555	..	126 343	506 223	Aide bilatérale
853	69 432	336	18 586	1 694	148 718	590 347	Total
							Total
1 717	10 810	..	27 289	2 237	73 236	219 713	Aide multilatérale-NU
44	2 287	..	1 500	129	50 955	67 700	Aide multilatérale-hors NU
1 413	267 824	448	166 362	573	309 054	1 303 910	Aide bilatérale
3 174	280 921	448	195 151	2 939	433 245	1 591 323	Total général

/...

Tableau 4

Aide extérieure bilatérale aux petits États insulaires en développement, par secteur et par donateur, 1991-1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Secteur	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Irlande
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	..	117	..	..	..	..	..	..	..	..	..
II. Catastrophes naturelles et écologiques	..	667	..	..	80	..	..	9 957	..	567	..
III. Gestion des déchets	..	..	..	..	625	..	..	50	..	..	..
IV. Ressources côtières et marines	..	3 893	..	..	445	..	..	550	..	850	..
V. Ressources en eau douce	903	6 203	317	..	13 400	..	..	..	..	27 308	..
VI. Ressources foncières	7 006	41 816	2 060	..	76 480	..	..	11 318	5 644	16 083	..
VII. Ressources énergétiques	513	1 035	53	..	1 916	..	..	..	..	31 733	..
VIII. Ressources touristiques	..	73	..	..	17	..	..	..	..	870	..
IX. Diversité biologique	..	437	..	..	..	..	..	..	..	..	..
X. Institutions nationales et capacités administratives	30 953	79 068	2 863	..	6 998	..	..	16 743	..	22 695	..
XI. Institutions régionales et coopération technique	22 300	18 503	555	..	7 712	..	..	97	..	..	..
XII. Transports et communications	903	7 343	71	..	11 765	..	..	..	890	11 971	..
XIII. Science et technologie	..	22	..	..	..	..	..	..	..	..	..
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	..	74 306	6 088	..	34 664	1 076	..	71 320	112	19 315	..
Total	62 578	233 483	12 007	..	154 102	1 076	..	110 035	6 646	131 390	..

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

/...

Tableau 4 (suite)

Italie	Japon	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-		Royaume			Suède	Suisse	Total	Secteur
				Zélande	Pays-Bas	Portugal	-Uni					
..	..	..	..	863	..	..	..	..	..	780	I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer
..	94	..	..	6 266	..	..	..	..	..	17 631	II. Catastrophes naturelles et écologiques
..	..	..	..	73	..	..	..	..	..	748	III. Gestion des déchets
331	31 822	..	..	1 498	..	..	..	..	..	39 389	IV. Ressources côtières et marines
..	..	..	..	957	930	..	..	..	..	50 016	V. Ressources en eau douce
33	91 886	..	..	8 632	8 216	..	33 026	..	1 562	303 762	VI. Ressources foncières
..	64 095	..	..	695	1 199	..	39 291	..	..	140 530	VII. Ressources énergétiques
..	..	..	..	1 264	2 583	..	8 609	..	..	13 416	VIII. Ressources touristiques
..	..	..	..	1 413	..	..	..	..	..	1 850	IX. Diversité biologique
1 567	55 205	..	..	35 113	12 268	..	12 757	..	190	276 420	X. Institutions nationales et capacités administratives
..	988	..	..	5 310	..	..	..	..	..	55 465	XI. Institutions régionales et coopération technique
231	132 315	..	..	3 346	..	..	947	1 820	..	171 602	XII. Transports et communications
..	..	..	..	619	..	..	..	..	..	641	XIII. Science et technologie
1 534	65 781	..	..	24 069	2 309	..	26 883	..	6 472	333 929	XIV. Mise en valeur des ressources humaines
3 696	442 186	..	..	89 918	27 505	..	121 513	1 820	8 224	1 406 179	Total

/...

Tableau 5

Aide extérieure bilatérale aux petits États ou territoires insulaires en développement,
 par pays bénéficiaire et par donateur, 1991-1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Irlande
AFRIQUE											
Cap-Vert	3 719	..	5 539	..	658	1 068	..	6 724	..	5 950	..
Comores	1 282	44	9	..	207	..	..	700	36	23 863	..
Maurice	..	263	15	..	206	..	..	3 000	890	48 958	..
Sao Tomé-et-Principe	1 544	..	..	..	112	..	..	300	..	18 526	..
Seychelles	..	423	6	..	496	..	..	3 300	..	3 493	..
Total partiel, Afrique	6 545	730	5 569	..	1 679	1 068	..	14 024	926	100 790	..
ASIE OCCIDENTALE											
Bahreïn	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
ASIE ET PACIFIQUE											
Fidji	..	21 725	..	..	62	..	..	300	..	..	..
Îles Cook	..	2 033	..	..	..	..	..	..	..	945	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Salomon	..	17 977	..	..	..	..	..	..	..	2 267	..
Kiribati	..	2 806	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Maldives	..	502	..	..	402	8	..	..	..	..	..
Micronésie (États fédérés de)	..	48	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nioué	..	741	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	105 453	345	..	..	..	..	..	62	..	..
Samoa	903	12 882	..	..	20	..	..	..	..	..	..
Singapour	..	..	658	..	499	..	..	..	5 644	..	..
Tokéleou	..	24	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tonga	..	9 415	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	962	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	..	13 055	..	..	..	..	..	..	..	1 901	..
Total partiel, Asie et Pacifique	903	187 623	1 003	..	983	8	..	300	5 706	5 113	..

/...

Tableau 5 (suite)

Italie	Japon	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total	Pays bénéficiaire
AFRIQUE											
331	17 643	..	..	..	3 614	..	..	..	8 006	53 252	Cap-Vert
..	4 970	..	..	..	..	..	..	..	..	31 111	Comores
..	342	..	..	..	..	..	4 057	1 820	..	59 551	Maurice
1 165	6 181	..	..	..	..	..	..	..	..	27 828	Sao Tomé-et-Principe
..	335	..	..	..	2 583	..	644	..	..	11 280	Seychelles
1 486	29 471	..	..	..	6 197	..	4 701	1 820	8 006	183 022	Total partiel, Afrique
ASIE OCCIDENTALE											
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Bahreïn
ASIE ET PACIFIQUE											
..	17 055	..	..	6 197	..	..	319	..	..	45 658	Fidji
..	..	..	..	15 385	..	..	..	..	..	18 363	Îles Cook
..	5 328	..	..	22	..	..	..	..	..	5 350	Îles Marshall
..	307	..	..	4 202	..	..	337	..	..	25 090	Îles Salomon
..	11 421	..	..	3 163	..	..	..	..	..	17 390	Kiribati
..	16 272	..	..	..	..	..	..	..	..	17 184	Maldives
..	8 753	..	..	119	..	..	..	..	..	8 920	Micronésie (États fédérés de)
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Nauru
..	..	..	..	14 558	..	..	..	..	..	15 297	Nioué
..	203 793	..	..	6 824	267	..	21 914	..	112	338 770	Papouasie-Nouvelle-Guinée
..	17 816	..	..	10 345	..	..	..	..	..	41 966	Samoa
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6 801	Singapour
..	..	..	..	5 963	..	..	..	..	..	5 987	Tokélaou
..	8 154	..	..	5 803	..	..	..	..	..	23 372	Tonga
..	2 968	..	..	2 355	..	..	..	..	..	6 285	Tuvalu
..	328	..	..	4 839	..	..	512	..	..	20 635	Vanuatu
..	292 195	..	..	79 773	267	..	23 082	..	112	597 068	Total partiel, Asie et Pacifique

/...

Tableau 5 (suite)

Pays bénéficiaire	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Irlande
EUROPE											
Chypre	..	..	782	..	..	..	..	14 957	..	..	..
Malte	..	..	1 627	..	..	..	..	..	..	..	..
Total partiel, Europe	..	..	2 409	..	..	..	..	14 957	..	..	..
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES											
Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	3 372	..	..	9 155	..	..	..
Antilles néerlandaises	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Aruba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bahamas	..	..	..	..	20	..	..	..	..	..	..
Barbade	..	..	25	..	517	..	..	..	..	..	..
Cuba	..	..	103	..	..	..	..	..	..	..	..
Dominique	..	..	7	..	8 282	..	..	1 000	..	3 296	..
Grenade	..	..	..	..	2 857	..	..	..	..	3 736	..
Îles Vierges américaines	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Jamaïque	16 452	..	25	..	108 610	..	..	78 899	14	3 546	..
Saint-Kitte-et-Nevis	..	..	..	..	758	..	..	..	..	..	..
Sainte-Lucie	..	..	12	..	7 549	..	..	..	..	10 494	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	4 665	..	..	..	..	4 415	..
Trinité-et-Tobago	10 678	..	9	..	1 040	..	..	..	..	..	..
Total partiel, Amérique latine et Caraïbes	27 130	..	181	..	137 650	..	..	89 054	14	25 487	..
Total	34 578	188 353	9 162	..	140 312	1 078	..	118 335	6 646	131 390	..

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

/...

Tableau 5 (suite)

Italie	Japon	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total	Pays bénéficiaire
EUROPE											
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15 739	Chypre
231	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 858	Malte
231	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17 597	Total partiel, Europe
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES											
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12 527	Antigua-et-Barbuda
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Antilles néerlandaises
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Aruba
..	47	..	..	..	..	..	..	..	..	67	Bahames
..	..	..	..	..	..	..	4 935	..	..	5 477	Barbade
..	..	..	..	..	..	..	..	..	106	209	Cuba
..	253	..	..	..	..	..	8 209	..	..	21 027	Dominique
..	..	..	..	..	..	..	3 286	..	..	9 879	Grenade
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Îles Vierges américaines
1 989	64 908	..	..	..	21 041	..	29 189	..	..	324 653	Jamaïque
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	758	Saint-Kitte-et-Nevis
..	193	..	..	..	..	..	..	..	..	18 248	Sainte-Lucie
..	2 314	..	..	..	..	..	..	..	..	11 394	Saint-Vincent-et-les Grenadines
..	51 301	..	..	..	..	..	38 956	..	..	101 984	Trinité-et-Tobago
1 989	119 016	..	..	..	21 041	..	84 675	..	106	506 223	Total partiel, Amérique latine et Caraïbes
3 696	440 682	..	..	79 773	27 505	..	112 358	1 820	8 224	1 303 910	Total

/...

Tableau 6

Aide extérieure bilatérale aux petits États insulaires en développement,
 par région bénéficiaire et par donateur, 1991-1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays donateur	Afrique	Asie et Pacifique	Europe	Asie occidentale	Amérique latine et Caraïbes	Total
Allemagne	6 545	12 503	..	..	43 530	62 578
Australie	730	232 753	..	..	..	233 483
Autriche	6 489	1 065	4 074	..	379	12 007
Belgique	..	..	..	..	..	..
Canada	1 679	3 769	..	..	148 654	154 102
Danemark	1 068	..	..	..	..	1 068
Espagne	..	..	..	..	..	..
États-Unis d'Amérique	14 024	647	14 957	..	80 227	109 855
Finlande	926	5 706	..	..	14	6 646
France	100 790	5 113	..	..	25 487	131 390
Irlande	..	..	..	..	..	..
Italie	1 496	..	231	..	1 969	3 696
Japon	29 471	293 699	..	..	119 016	442 186
Luxembourg	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	89 918	..	..	..	89 918
Pays-Bas	6 197	267	..	..	21 041	27 505
Portugal	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 704	23 082	..	..	93 730	121 513
Suède	1 820	..	..	..	..	1 820
Suisse	8 006	112	..	..	106	8 224
Total*	183 942	668 642	19 262	..	534 153	1 405 999

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

* Les montants du tableau 6 comprennent ceux des activités régionales. De ce fait, les totaux ne coïncident pas avec ceux des tableaux 3 et 5.

/...

Tableau 7

Aide extérieure bilatérale aux petits États insulaires en développement, par secteur et par donateur : activités régionales^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

Secteur	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Irlande
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
II. Catastrophes naturelles et écologiques	..	220	..	..	..	..	..	..	..	..	..
III. Gestion des déchets	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
IV. Ressources côtières et marines	..	1 227	..	..	..	..	..	260	..	..	..
V. Ressources en eau douce	..	143	..	..	..	..	..	..	..	..	..
VI. Ressources foncières	3 800	411	..	..	..	..	..	..	..	..	..
VII. Ressources énergétiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
VIII. Ressources touristiques	..	..	..	..	17	..	..	..	..	..	..
IX. Diversité biologique	..	437	..	..	..	..	..	..	..	..	..
X. Institutions nationales et capacités administratives	1 800	5 797	..	..	571	..	..	328	..	..	..
XI. Institutions régionales et coopération technique	22 300	18 503	555	..	7 376	..	..	97	..	..	..
XII. Transports et communications	..	1 360	..	..	3 558	..	..	..	..	..	..
XIII. Science et technologie	..	22	..	..	..	..	..	..	..	..	..
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	..	17 010	2 280	..	2 268	..	..	..	..	..	..
Total	28 000	45 130	2 845	..	13 790	..	..	675	..	..	..

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

^a Les données relatives aux activités régionales ont été communiquées directement par les pays donateurs. Elles sont comprises dans les données relatives à l'aide bilatérale totale qui figurent au tableau 4 ci-dessus.

/...

Tableau 7 (suite)

Italie	Japon	Luxembourg	Norvège	Nouvelle- Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume- Uni	Suède	Suisse	Total	Secteur
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0	I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer
..	..	..	..	127	..	..	..	..	..	347	II. Catastrophes naturelles et écologiques
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0	III. Gestion des déchets
..	..	..	..	935	..	..	..	..	..	2 412	IV. Ressources côtières et marines
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	143	V. Ressources en eau douce
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4 211	VI. Ressources foncières
..	450	..	..	276	..	..	..	..	..	726	VII. Ressources énergétiques
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17	VIII. Ressources touristiques
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	437	IX. Diversité biologique
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8 596	X. Institutions nationales et capacités administratives
..	988	..	..	5 198	..	..	..	..	..	55 017	XI. Institutions régionales et coopération technique
..	..	..	..	322	..	..	..	..	..	5 240	XII. Transports et communications
..	..	..	..	46	..	..	..	..	..	68	XIII. Science et technologie
..	66	..	..	3 241	..	..	..	..	..	24 875	XIV. Mise en valeur des ressources humaines
..	1 504	..	..	10 145	..	..	..	..	..	102 089	Total

/...

Tableau B

Coopération technique bilatérale aux petits États ou territoires insulaires
en développement, par pays bénéficiaire et par donateur, 1991-1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Irlande
AFRIQUE											
Cap-Vert	8 170	..	440	..	..	180	..	8 080	..	5 830	..
Comores	630	..	..	..	..	..	..	3 890	..	19 830	..
Maurice	2 340	2 180	10	..	10	..	..	3 300	..	19 340	..
Sao Tomé-et-Principe	2 820	..	..	..	..	..	..	970	..	4 050	..
Seychelles	1 200	1 400	20	..	500	..	..	620	..	7 870	..
Total partiel, Afrique	15 160	3 560	470	..	510	180	..	16 640	..	58 520	..
ASIE OCCIDENTALE											
Bahreïn	70	..	..	..	..	..	..	..	..	930	..
ASIE ET PACIFIQUE											
Fidji	2 410	24 070	..	..	120	..	..	2 990	(10)	2 310	..
Îles Cook	340	1 470	..	..	..	..	..	180	..	130	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	470	..	..	..
Îles Salomon	80	12 220	..	..	..	..	..	1 350	..	..	..
Kiribati	10	3 530	..	..	..	..	..	710	..	..	..
Maldives	250	1 540	20	..	240	10	..	..	..	..	..
Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..	..	1 380	..	..	..
Nauru	10	190	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nioué	..	340	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12 110	110 520	350	..	160	..	..	2 770	..	1 100	..
Samoa	380	11 900	..	..	..	..	..	1 560	..	400	..
Singapour	9 290	990	100	..	340	..	..	..	..	5 740	..
Tokélaou	..	130	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tonga	270	13 690	..	..	..	..	..	1 230	..	370	..
Tuvalu	250	1 070	..	..	..	..	..	60	..	..	..
Vanuatu	100	10 500	..	..	..	..	..	220	..	13 000	..
Total partiel, Asie et Pacifique	25 500	192 160	470	..	860	10	..	12 920	(10)	23 050	..

/...

Tableau B (suite)

Italie	Japon	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total	Pays bénéficiaire
AFRIQUE											
70	820	..	..	..	13 320	16 670	380	..	1 660	55 400	Cap-Vert
10	150	..	..	..	10	..	20	..	..	24 140	Comores
10	1 780	..	..	..	..	..	5 860	450	..	35 240	Maurice
1 570	130	..	..	..	10	6 790	..	..	..	16 340	Sao Tomé-et-Principe
..	400	..	..	20	..	..	3 840	..	..	15 870	Seychelles
1 660	3 260	..	..	20	13 340	23 460	10 100	450	1 660	146 990	Total partiel, Afrique
ASIE OCCIDENTALE											
..	620	..	..	..	..	..	..	..	..	1 620	Bahreïn
ASIE ET PACIFIQUE											
..	8 550	..	..	3 840	70	..	6 200	..	..	50 550	Fidji
..	540	..	..	2 900	..	..	20	..	..	5 580	Îles Cook
..	2 120	..	..	60	..	..	..	..	..	2 650	Îles Marshall
..	6 980	..	..	2 770	140	..	7 740	..	..	31 280	Îles Salomon
..	3 860	..	..	2 250	..	..	4 320	..	..	14 680	Kiribati
..	2 370	..	..	100	..	..	2 620	..	..	7 150	Maldives
..	4 210	..	..	50	..	..	..	..	..	5 640	Micronésie (États fédérés de)
..	50	..	..	..	..	..	..	..	..	250	Nauru
..	30	..	..	700	..	..	..	..	..	1 070	Nioué
..	11 170	..	..	5 670	..	..	400	..	..	144 250	Papouasie-Nouvelle-Guinée
..	3 000	..	..	6 140	..	..	80	..	..	23 460	Samoa
..	17 250	..	..	10	..	..	380	..	..	34 100	Singapour
..	..	..	..	180	..	..	..	..	..	310	Tokélaou
..	2 830	..	..	3 810	30	..	780	..	..	23 010	Tonga
..	530	..	..	960	..	..	1 140	..	..	4 030	Tuvalu
..	1 160	..	..	2 960	..	..	13 160	..	..	41 100	Vanuatu
..	64 650	..	..	32 420	240	..	36 840	..	..	389 110	Total partiel, Asie et Pacifique

Tableau B (suite)

Pays bénéficiaire	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Irlande
EUROPE											
Chypre	5 180	30	1 490	..	..	..	..	15 000	..	1 270	..
Malte	500	30	60	..	..	..	..	60	..	380	..
Total partiel, Europe	5 680	60	1 550	..	..	..	..	15 060	..	1 650	..
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES											
Antigua-et-Barbuda	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Antilles néerlandaises	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Aruba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bahamas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Barbade	80	60	30	..	..	..	..	..	..	20	..
Cuba	3 940	..	90	..	70	..	..	..	10	1 730	..
Dominique	720	..	20	..	20	..	..	..	60	1 000	..
Grenade	400	..	..	..	110	..	..	..	..	..	..
Îles Vierges américaines	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Jamaïque	7 650	20	20	..	10 040	..	..	37 820	..	630	..
Saint-Kitts-et-Nevis	10	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Sainte-Lucie	70	..	10	..	30	..	..	..	..	1 160	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	70	20	..	..	..	..	..	..	..	580	..
Trinité-et-Tobago	430	..	30	..	910	..	..	..	..	690	..
Total partiel, Amérique latine et Caraïbes	13 430	100	200	..	11 180	..	..	37 820	70	5 810	..
Total	59 840	195 880	2 690	..	12 550	190	..	82 440	60	87 960	..

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

/...

Tableau 8 (suite)

Italie	Japon	Luxembourg	Norvège	Nouvelle- Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume- Uni	Suède	Suisse	Total	Pays bénéficiaires
EUROPE											
40	150	..	..	..	..	..	2 160	..	..	25 320	Chypre
1 020	320	..	..	..	..	..	940	..	..	3 410	Malte
1 160	470	..	..	..	..	..	3 100	..	..	28 730	Total partiel, Europe
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES											
..	60	..	..	..	..	..	800	..	..	920	Antigua-et- Barbuda
..	10	..	..	..	..	..	..	..	..	10	Antilles néerlandaises
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Aruba
..	50	..	..	..	30	..	340	..	..	420	Bahamas
..	200	..	..	..	..	..	1 420	..	..	1 810	Barbade
330	330	..	..	..	10	..	40	660	80	7 290	Cuba
..	290	..	..	..	10	..	2 020	..	..	4 140	Dominique
..	450	..	..	..	10	..	2 760	..	..	3 730	Grenade
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Îles Vierges américaines
10	910	..	..	..	7 590	..	8 000	920	..	73 610	Jamaïque
..	20	..	..	..	..	..	1 420	..	..	1 450	Saint-Kitts-et- Nevis
..	540	..	..	..	10	..	1 940	..	..	3 760	Sainte-Lucie
..	40	..	..	..	10	..	2 080	..	..	2 800	Saint-Vincent-et- les Grenadines
..	180	..	..	40	130	..	620	210	..	3 240	Trinité-et-Tobago
340	3 080	..	..	40	7 800	..	21 440	1 790	80	103 180	Total partiel, Amérique latine et Caraïbes
3 160	72 080	..	..	32 480	21 380	23 460	71 480	2 240	1 740	669 630	Total

/...

Tableau 9

Répartition sectorielle de l'aide extérieure multilatérale aux petits États insulaires en développement, par secteur et par donateur, 1991-1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Secteur	Organismes des Nations Unies											
	ONU	PNUD	FNUAP	UNICEF	UNU	PAM	FAO	OACI	OIT	OMI	UNESCO	ONUDI
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	2 670	..	..	..	73	..	..	..	..	..	210	..
II. Catastrophes naturelles et écologiques	33	101	..	..	..	338	221	..	148	..	25	..
III. Gestion des déchets	1 564	22	..	..	..	..	684	..	..	722	..	..
IV. Zones côtières et ressources marines	280	199	..	..	182	..	3 970	..	..	25	25	..
V. Ressources en eau douce	2 845	4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
VI. Ressources foncières	2 932	884	..	..	55	26 169	13 082	..	..	..	363	..
VII. Ressources énergétiques	647	855	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
VIII. Ressources touristiques	184	231	..	..	..	..	..	..	488	..	33	..
IX. Diversité biologique	95	65	..	..	..	..	1 527	..	..	..	135	..
X. Institutions nationales et capacités administratives	1 898	1 218	..	..	..	..	..	..	3 234	..	281	2 184
XI. Institutions régionales et coopération technique	2 849	..	..	..	..	..	..	..	..	111	545	..
XII. Transports et communications	260	23	..	..	..	..	..	4 319	104	499	453	..
XIII. Science et technologie	326	1 979	..	..	..	..	70	..	..	..	537	..
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	5 075	906	12 304	8 696	..	25 076	1 206	..	2 525	..	670	..
Total	21 658	6 487	12 304	8 696	310	51 583	20 717	4 319	6 499	1 357	3 277	2 184

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

Tableau 9 (suite)

Organismes des Nations Unies					Organisations n'appartenant pas au système des Nations Unies					Total	Secteur
UPU	Banque mondiale	OMS	OMPI	OMM	BAfD	BAeD	BD CAR.	SEC. DU COMM.	BleD		
..	..	..	..	3 590	..	..	..	14	..	6 557	I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer
..	..	..	..	925	..	..	7 800	158	..	9 749	II. Catastrophes naturelles et écologiques
..	7 400	16 776	..	..	1 808	..	..	15	..	28 989	III. Gestion des déchets
..	800	..	..	..	..	..	..	774	..	6 255	IV. Zones côtières et ressources marines
..	8 300	16 111	..	52	..	..	..	129	..	27 441	V. Ressources en eau douce
..	16 810	..	..	..	..	300	..	1 706	..	62 301	VI. Ressources foncières
..	1 000	..	..	..	..	..	..	272	..	2 774	VII. Ressources énergétiques
..	7 500	..	..	..	..	..	..	281	..	8 717	VIII. Ressources touristiques
..	50	..	..	..	..	..	..	260	..	2 132	IX. Diversité biologique
..	3 100	..	32	..	..	1 100	86	2 217	..	15 350	X. Institutions nationales et capacités administratives
..	120	..	..	..	..	..	200	2 622	..	6 447	XI. Institutions régionales et coopération technique
511	22 900	..	..	..	..	..	..	1 200	300	30 589	XII. Transports et communications
..	..	..	..	..	..	..	..	129	..	3 041	XIII. Science et technologie
..	8 600	40 233	..	..	49 793	..	..	8 506	..	163 590	XIV. Mise en valeur des ressources humaines
511	76 580	73 120	32	4 567	51 599	1 400	8 086	18 283	300	373 912	Total

Tableau 10

Aide extérieure multilatérale aux petites États ou territoires insulaires en développement, par pays bénéficiaire et par donateur, 1991-1992

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays bénéficiaire	ONU	PNUD	FNUAP	UNICEF	UNU	PAM	FAO	OACI	OIT	OMI	UNESCO	ONUDI
AFRIQUE												
Cap-Vert	3 606	..	1 191	..	..	11 978	10 587	25	558	479	75	..
Comores	666	..	1 463	1 500	..	2 436	..	..	394	..	363	..
Maurice	..	..	631	..	..	4 046	731	99	..	..	59	..
Sao Tomé-et-Principe	23	..	898	..	..	7 119	22	656	269	..	10	..
Seychelles	..	..	139	..	..	244	44	14	126	..	32	..
Total partiel, Afrique	4 295	..	4 322	1 500	..	25 823	11 384	794	1 347	479	539	..
ASIE OCCIDENTALE												
Bahreïn	48	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
ASIE ET PACIFIQUE												
Fidji	91	..	480	107	..	..	404	32	1 295	..	111	413
Îles Cook	..	..	126	..	..	..	..	..	10	..	80	..
Îles Marshall	..	..	171	90	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Salomon	218	36	265	146	..	..	..	..	321	..	4	551
Kiribati	553	271	228	90	..	..	..	..	35	..	60	..
Maldives	577	471	599	1 040	..	..	230	309	1 674	..	..	..
Micronésie (États fédérés de)	252	..	409	83	..	..	..	37	..	..	..	77
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nioué	26	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17	..
Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	775	225	587	..	..	1 917	1 115	790	..	213	562
Samoa	..	..	419	..	..	..	434	..	..	..	71	..
Singapour	..	..	..	..	..	..	..	26	..	..	..	..
Tokélaou	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tonga	..	63	204	..	..	..	1 098	1	2	..	11	284
Tuvalu	866	201	203	..	..	..	..	..	..	..	16	46
Vanuatu	104	231	316	250	..	..	..	..	273	..	..	247
Total partiel, Asie et Pacifique	2 687	2 048	3 645	2 393	..	..	4 083	1 520	4 400	..	583	2 180

/...

Tableau 10 (suite)

UPU	Banque mondiale	OMS	OMPI	OMM	BAfD	BAeD	BD CAR.	SEC. DU COMM.	BleD	Total	Pays
AFRIQUE											
24	..	995	..	311	..	..	..	..	..	29 829	Cap-Vert
7	..	1 263	..	..	..	..	..	..	300	8 392	Comores
11	10 900	740	..	50	16 408	..	..	739	..	34 414	Maurice
14	1 900	781	..	273	..	..	..	..	..	11 965	Sao Tomé-et-Principe
4	..	667	..	115	35 191	..	..	436	..	37 012	Seychelles
60	12 800	4 446	..	749	51 589	..	..	1 175	300	121 612	Total partiel, Afrique
ASIE OCCIDENTALE											
9	..	286	..	..	..	..	..	..	..	343	Bahreïn
ASIE ET PACIFIQUE											
47	800	1 829	..	..	..	..	..	..	..	5 609	Fidji
2	..	475	..	..	..	..	..	184	..	877	Îles Cook
..	..	..	..	..	..	300	..	..	..	561	Îles Marshall
34	..	1 176	..	..	..	..	..	292	..	3 043	Îles Salomon
37	..	618	..	..	..	..	..	78	..	1 970	Kiribati
76	12 200	1 097	..	25	..	500	..	398	..	19 196	Maldives
..	..	571	..	..	..	..	..	..	..	1 429	Micronésie (États fédérés de)
19	..	..	..	..	..	..	..	1	..	20	Neuru
2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	45	Nioué
Papouasie-Nouvelle-Guinée											
43	3 070	2 786	..	700	..	..	..	670	..	13 453	
52	..	1 353	..	..	..	..	..	220	..	2 549	Samoa
..	..	422	..	..	..	..	..	107	..	555	Singapour
..	..	50	..	..	..	..	..	..	..	50	Tokélaou
10	..	1 003	..	..	..	..	..	487	..	3 163	Tonga
44	..	66	..	..	..	..	..	187	..	1 629	Tuvalu
54	..	1 129	..	25	..	..	..	497	..	3 126	Vanuatu
420	16 070	12 575	..	750	..	800	..	3 121	..	57 275	Total partiel, Asie et Pacifique

Tableau 10 (suite)

Pays bénéficiaire	ONU	PNUD	FNUAP	UNICEF	UNU	PAM	FAO	OACI	OIT	OMI	UNESCO	ONUDI
EUROPE												
Chypre	..	..	..	..	..	..	211	..	269	..	..	..
Malte	..	..	..	..	..	..	206	..	..	..	..	..
Total partiel, Europe	..	..	..	..	..	..	417	..	269	..	..	..
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES												
Antigua-et-Barbuda	8	..	85	..	..	150	..	..	150	..	..	..
Antilles néerlandaises	29	344	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Aruba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14	..
Bahamas	196	..	..	..	..	..	..	31	..	..	..	..
Barbade	47	71	78	..	..	..	230	..	111	..	3	..
Cuba	670	864	1 207	..	..	18 678	966	42	..	..	125	..
Dominique	21	639	65	..	..	460	165	..	..	..	..	..
Grenade	128	22	107	..	..	666	..	..	..	..	15	..
Îles Vierges américaines	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Jamaïque	1 318	1 104	461	2 512	..	4 869	949	..	..	..	208	..
Saint-Kitts-et-Nevis	..	14	4	..	..	393	466	..	..	..	..	..
Sainte-Lucie	267	205	32	..	..	4	..	..	..	..	..	..
Saint-Vincent-et-les Grenadines	27	61	86	..	..	540	28	..	..	..	..	..
Trinité-et-Tobago	470	133	49	..	..	..	779	487	222	..	193	..
Total partiel, Amérique latine et Caraïbes	3 181	3 457	2 174	2 512	..	25 760	3 583	560	483	..	558	..
Total	10 211	5 505	10 141	6 405	..	51 583	19 467	2 874	6 499	479	1 680	2 180

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

Tableau 10 (suite)

UPU	Banque mondiale	OMS	OMPI	OMM	BAfD	BAeD	BD CAR.	SEC. DU COMM.	BleD	Total	Pays
EUROPE											
12	22 800	410	..	..	..	..	..	10	..	23 712	Chypre
..	..	14	..	30	..	..	..	97	..	345	Malte
12	22 800	424	..	30	..	..	..	107	..	24 059	Total partiel, Europe
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES											
..	..	200	..	..	..	..	..	64	..	657	Antigue-et-Barbuda
..	..	63	..	..	..	..	..	..	..	436	Antilles néerlandaises
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14	Aruba
..	4 700	648	..	..	..	..	..	229	..	5 804	Bahamas
2	..	480	..	..	..	..	..	223	..	1 245	Barbade
..	..	1 139	..	..	..	..	..	..	..	23 691	Cuba
2	1 000	206	..	..	..	..	7 843	271	..	10 672	Dominique
2	..	183	..	..	..	..	..	195	..	1 318	Grenade
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Îles Vierges américaines
1	18 700	1 558	..	..	..	..	..	807	..	32 487	Jamaïque
..	200	209	..	..	..	..	..	175	..	1 461	Saint-Kitts-et-Nevis
2	..	269	..	..	..	..	..	373	..	1 152	Sainte-Lucie
..	140	205	..	..	..	..	..	8	..	1 095	Saint-Vincent-et-les Grenadines
1	..	1 348	..	..	..	..	..	410	..	4 092	Trinité-et-Tobago
10	24 740	6 508	..	..	..	..	7 843	2 755	..	84 124	Total partiel, Amérique latine et Caraïbes
511	76 410	24 239	..	1 529	51 599	800	7 843	7 158	300	287 413	Total

/...

Tableau 11

Aide extérieure multilatérale aux petits États insulaires en développement,
 par région bénéficiaire et par donateur, 1991-1992*

(En milliers de dollars des États-Unis)

Organisme donateur	Afrique	Asie et Pacifique	Asie occidentale	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Total
ORGANISMES DES NATIONS UNIES						
ONU	6 295	6 356	48	..	5 999	18 698
PNUD	..	3 030	..	..	3 457	6 487
FNUAP	5 031	4 703	..	..	2 570	12 304
UNICEF	1 500	2 917	..	..	4 279	8 696
UNU	..	55	..	..	..	55
PAM	25 823	..	..	..	25 760	51 583
FAO	11 384	5 376	..	417	3 583	20 760
OACI	794	2 965	..	..	560	4 319
OIT	1 347	4 400	..	269	483	6 499
OMI	597	95	..	..	563	1 255
UNESCO	539	1 185	..	..	1 157	2 881
ONUDI	..	2 184	..	..	..	2 184
UPU	60	420	9	12	10	511
Banque mondiale	12 800	16 120	..	22 800	24 740	76 460
OMS	13 023	37 384	833	1 323	20 557	73 120
OMPI	..	..	..	..	32	32
OMM	894	760	..	30	1 000	2 684
Total partiel	80 087	87 950	890	24 851	94 750	288 528
ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES						
BAfD	51 599	..	..	..	..	51 599
BAeD	..	1 400	..	..	..	1 400
Banque de développement des Caraïbes	..	..	..	..	8 086	8 086
Secrétariat du Commonwealth	1 175	4 971	..	330	5 310	11 786
BleD	300	..	..	..	..	300
Total partiel	53 074	6 371	-	330	13 396	73 171
Total	133 161	94 321	890	25 181	108 146	361 699

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiqués séparément.

* Les montants en dollars figurant dans le tableau 11 comprennent les activités régionales. De ce fait, les totaux ne coïncident pas avec les tableaux 3 et 9.

/...

Tableau 12

Aide extérieure multilatérale aux petits États insulaires en développement,
 par secteur et par donateur, 1991-1992

Activités régionales^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

Secteur	Organismes des Nations Unies											
	ONU	PNUD	FNUAP	UNICEF	UNU	PAM	FAO	OACI	OIT	OMI	UNESCO	ONUDI
I. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer	70	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
II. Catastrophes naturelles et écologiques	28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
III. Gestion des déchets	1 153	..	..	..	..	..	..	..	..	620	..	..
IV. Zones côtières et ressources marines	278	195	..	..	..	..	887	..	..	25	..	..
V. Ressources en eau douce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
VI. Ressources foncières	1 251	787	..	..	55	..	406	..	..	..	..	..
VII. Ressources énergétiques	847	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
VIII. Ressources touristiques	184	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
IX. Diversité biologique	95	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10	..
X. Institutions nationales et capacités administratives	1 101	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4
XI. Institutions régionales et coopération technique	2 789	..	..	..	..	..	..	..	..	111	440	..
XII. Transports et communications	260	..	..	..	..	..	..	1 445	..	20	55	..
XIII. Science et technologie	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	300	..
XIV. Mise en valeur des ressources humaines	618	..	2 163	2 291	..	..	..	..	..	..	396	..
Total	8 487	982	2 163	2 291	55	..	1 293	1 445	..	778	1 201	4

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

^a Les données relatives aux activités régionales sont incorporées dans les données relatives à l'aide multilatérale totale qui figurent au tableau 9 ci-dessus.

Tableau 12 (suite)

Organismes des Nations Unies					Organisations intergouvernementales					Total	Secteur
UPU	Banque mondiale	OMS	OMPI	OMM	BAfD	BAeD	BD CAR.	SEC. DU COMM.	BleD		
..	1 010	..	..	..	..	..	1 080	i. Changements climatiques et élévation du niveau de la mer
..	145	..	..	..	..	..	173	ii. Catastrophes naturelles et écologiques
..	..	11 390	..	..	..	..	..	15	..	13 178	iii. Gestion des déchets
..	406	..	1 791	iv. Zones côtières et ressources marines
..	..	10 923	..	..	..	..	..	..	..	10 923	v. Ressources en eau douce
..	161	..	2 660	vi. Ressources foncières
..	647	vii. Ressources énergétiques
..	126	..	310	viii. Ressources touristiques
..	50	..	..	..	..	..	..	..	..	155	ix. Diversité biologique
..	32	..	..	600	43	177	..	1 957	x. Institutions nationales et capacités administratives
..	200	2 435	..	5 975	xi. Institutions régionales et coopération technique
..	1 780	xii. Transports et communications
..	315	xiii. Science et technologie
..	..	26 568	..	..	..	..	..	1 308	..	33 342	xiv. Mise en valeur des ressources humaines
..	50	48 881	32	1 155	..	600	243	4 628	..	74 286	Total

Tableau 13

Petits pays insulaires en développement : indicateurs de base

Pays ou territoire	Population (En milliers) (1993)	Superficie (En km ²) ^a	Zone économique exclusive (En milliers de km ²)	Espérance de vie moyenne à la naissance (En années) (1990- 1995) ^b	Taux de scolarisation à l'école primaire ^c (1990)	PIB par habitant (En dollars É.-U.) (1991)	Importations en pourcentage du PIB (1991)	APD par habitant ^d (En dollars É.-U.) (1991)	Service de la dette en pourcentage des exportations ^e (1990)
États Membres de l'Organisation des Nations Unies									
Population de 1 million et plus									
1. Cuba	10 907	110 861	..	76	103	1 749	60,9 ^f	3,5	..
2. République dominicaine	7 621	48 734	..	68	95	984	30,8	9,3	11,4
3. Haïti	6 893	27 750	..	57	84	301	21,5	27,6	12,9
4. Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 149	462 840	..	56	71	956	52,2	98,9	31,3
5. Singapour	2 798	618	..	75	110	14 598	..	2,6	0,9
6. Jamaïque	2 495	10 990	..	74	105	1 475	63,7 ^f	67,9	29,5
7. Trinité-et-Tobago	1 279	5 130	77	71	95	4 199	35,1	-1,2	13,9
8. Maurice	1 109	2 040	1 109	70	103	2 515	69,9	64,2	9,5
Population de moins de 1 million									
9. Fidji	747	18 274	1 135	72	122	2 088	51,7 ^f	59,5	11,7
10. Chypre	723	9 251	98	77	103	8 101	52,3	46,0	18,7
11. Comores	607	2 235	..	56	75	435	38,0 ^f	132,2	6,3
12. Bahreïn	548	678	..	71	110	8 204	92,7 ^f	2,6	3,9
13. Cap-Vert	395	4 033	..	68	116	1 079	56,0 ^f	284,0	10,7
14. Malte	381	316	66	76	109	6 925	98,9	21,5	3,3
15. Îles Salomon	354	28 896	1 116	70	60	589	90,4 ^f	109,7	12,4
16. Bahamas	288	13 878	759	72	60	10 708	59,9	8,2	22,7
17. Barbade	260	430	167	76	110	6 535	48,0	13,5	10,9
18. Maldives	234	298	959	63	65	689	56,0 ^f	137,0	4,4
19. Samoa	158	2 831	96	66,5 ^g	..	617	97,1 ^f	338,2	11,7
20. Sainte-Lucie	139	622	68	70	87	2 037	107,1 ^f	149,5	3,1
21. Vanuatu	161	12 189	857	69,5 ^g	88	1 171	76,6 ^f	337,4	45,7
22. Sao-Tomé-et-Principe	127	964	..	65,5 ^g	77	373	59,4 ^f	439,5	39,5
23. Saint-Vincent-et-les Grenadines	110	388	68	69	81	1 636	87,8 ^f	131,4	3,2
24. Micronésie (États fédérés de)	114	702	..	..	..	2 516	..	295,1	..
25. Grenade	92	344	27	66	100	2 309	77,1	185,6	8,4
26. Dominique	72	751	20	71	90	2 463	79,1	238,0	9,2
27. Antigua-et-Barbuda	67	440	..	71	115	6 404	73,7 ^f	91,3	14,7
28. Seychelles	72	455	1 349	70	..	5 447	47,8 ^f	333,8	9,3
29. Îles Marshall	51	181	..	..	..	1 922	..	..	..
30. Saint-Kitts-et-Nevis	42	261	68	70	76	1 088	94,0 ^f	180,0	3,2 ^h

/...

Pays ou territoire	Population (En milliers) (1993)	Superficie (En km ²) ^a	Zone économique exclusive (En milliers de km ²)	Espérance de vie moyenne à la naissance (En années) (1990- 1995) ^b	Taux de scolarisation à l'école primaire ^c (1990)	PIB par habitant (En dollars É.-U.) (1991)	Importations en pourcentage du PIB (1991)	APD par habitant ^d (En dollars É.-U.) (1991)	Service de la dette en pourcentage des exportations ^e (1990)
États non membres de l'Organisation des Nations Unies									
31. Tonga	98	747	598	63	53	1 282	78,6 ^f	193,9	3,9
32. Kiribati	75	728	3 550	..	84	544	67,8 ^f	283,7	5,6
33. Tuvalu	13	28	857	..	38	751	..	600,0	..
34. Nauru	10	21	431	..	96	15 420	..	19,0	..
Autres									
35. Antilles néerlandaises	191	800	..	73 ^g	74	6 360	..	429,3	11,2
36. Îles Vierges américaines	107	342	..	70	..	..	..	..	..
37. Aruba	62	193	..	75	..	6 750	..	418,3	1,4
38. Îles Cook	17	236	1 830	67	98	3 255	114,4 ^f	794,1	..
39. Îles du Pacifique (Palaos)	16	459	..	61	..	1 070	..	..	..
40. Nioué	2	260	390	65	..	1 800	..	4 700,0	..
41. Tokélaou	2	12	290	65	..	830	..	2 200,0	..
États insulaires	43 149	768 900	..	..	..	..	..	..	..
Autres	3 397	2 302	..	..	..	..	..	..	..
Total	43 546	771 200	..	..	..	..	..	..	..

Sources : Population et espérance de vie : Division de la population, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies; superficie et importations : Division de la statistique, Secrétariat de l'ONU; zone économique exclusive et taux de scolarisation : CNUCED, à partir de sources diverses, y compris données de l'UNESCO et d'autres sources internationales; PIB par habitant : Division de la statistique, Secrétariat de l'ONU, et A/CONF.167/PC/6; APD par habitant : Division des systèmes statistiques (OCDE), et Banque mondiale, d'après des données de l'OCDE sur les décaissements nets; service de la dette : Banque mondiale et CNUCED.

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas indiquées séparément.

^a La superficie comprend les terres émergées et les eaux intérieures.

^b Projections.

^c Par rapport au groupe d'âge correspondant.

^d Paiements nets au titre de l'aide publique au développement, toutes sources confondues.

^e Exportation de biens et services.

^f 1987.

^g 1990.

^h Biens et services autres que les revenus des facteurs.

ⁱ 1985-1990.

Tableau 14

Concessionnalité de l'APD bilatérale totale offerte aux petits
États insulaires en développement, 1991-1992

(En millions de dollars des États-Unis)

	Total net*		Dons*		Prêts nets*		Élément de libéralité des engagements au titre de l'APD	
	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992
Allemagne	27,67	26,75	36,15	43,52	-8,48	-16,76	91,4	92,4
Australie	333,28	326,51	333,28	326,51	—	—	100,0	100,0
Autriche	2,38	3,02	4,17	4,86	-1,79	-1,84	82,3	94,8
Belgique	9,74	5,52	9,74	5,52	—	—	(96,0)	(98,0)
Canada	42,66	34,05	42,68	33,82	-0,02	0,23	100,0	99,2
Danemark	1,49	1,04	1,49	1,04	—	—	100,00	100,0
Espagne	14,43	6,14	3,62	4,42	10,81	1,72	—	76,0
États-Unis	87,00	92,00	286,00	71,00	-199,00	21,00	98,9	100,0
Finlande	1,73	1,02	1,41	1,18	0,38	0,16	98,2	96,9
France	130,49	101,34	76,75	67,28	53,74	34,05	88,0	88,6
Irlande	0,03	0,03	0,03	0,03	—	—	100,0	100,0
Italie	3,80	14,47	4,32	13,45	-0,52	1,02	91,1	88,6
Japon	179,85	207,47	121,95	145,65	57,90	51,80	75,6	79,8
Luxembourg	2,15	1,89	2,15	1,89	—	—	—	100,0
Norvège	3,00	1,47	3,00	1,47	—	—	99,6	99,5
Nouvelle-Zélande	41,51	42,90	41,51	42,90	—	—	100,0	100,0
Pays-Bas	115,82	133,73	132,72	133,69	-16,90	0,04	99,4	99,0
Portugal	25,88	33,69	25,88	33,69	—	—	(93,4)	—
Royaume-Uni	37,72	48,77	53,99	48,72	-15,87	0,08	100,0	(100,0)
Suède	18,52	12,67	18,52	12,67	—	—	100,0	100,0
Suisse	5,22	4,81	5,22	4,81	—	—	100,0	100,0
Total	1 084,37	1 099,29	1 204,18	998,12	-119,81	101,18	(88,0)	(91,8)

Source : Comité d'aide au développement/OCDE.

Note : Un tiret (—) signifie que le montant est nul ou négligeable. Des parenthèses () indiquent que le montant est approximatif.

* Décaissements.

/...

Tableau 15

Concessionnalité de l'APD multilatérale totale offerte aux petits États insulaires en développement, 1991-1992

(En millions de dollars des États-Unis)

	Total global net		Aide libérale				Aide non libérale	
	1991	1992	Dons		Prêts		1991	1992
			1991	1992	1991	1992		
Aide multilatérale hors Nations Unies								
Banque mondiale	-17,00	-76,51	—	—	—	—	-17,00	-76,51
SFI	—	-10,36	—	—	—	—	—	-10,36
IDA	31,00	31,05	—	—	31,00	31,06	—	—
BDC	41,02	43,81	—	—	23,40	22,16	17,62	21,65
FAS + FASR	1,10	-0,03	—	—	1,10	-0,03	—	—
BID	126,37	100,39	—	—	—	—	126,37	100,39
BID (opérations spéciales)	-5,13	-4,44	0,25	-4,44	-5,38	—	—	—
BAfD	-2,52	-6,20	—	—	—	—	-2,52	-6,20
FAfD	31,24	27,97	—	—	31,24	27,97	—	—
BAeD	20,56	7,99	—	—	—	—	20,56	-7,99
BAeD Fonds spécial	83,90	34,22	7,35	8,52	76,55	25,70	—	—
FED	123,39	249,35	92,75	182,35	6,93	5,83	23,70	61,17
Conseil de l'Europe	44,84	-74,82	—	—	-0,40	-3,76	45,24	-71,06
FIDA	0,92	0,92	—	—	0,92	0,92	—	—
Total partiel	479,69	308,86	100,35	186,43	165,36	109,84	213,97	11,09
Aide multilatérale Nations Unies								
PNUD	36,55	41,51	36,55	41,51	—	—	—	—
ATNU	19,63	14,96	19,63	14,96	—	—	—	—
UNICEF	5,36	6,67	5,36	6,67	—	—	—	—
PAM	28,79	27,13	28,79	27,13	—	—	—	—
HCR	11,99	13,06	11,99	13,06	—	—	—	—
FNUAP	4,70	5,54	4,70	5,54	—	—	—	—
Divers Nations Unies	9,85	9,67	9,85	9,67	—	—	—	—
Total partiel	116,87	118,53	116,87	118,53	—	—	—	—
Total	596,56	425,89	217,22	304,97	165,36	109,84	213,97	11,09

Source : Comité d'aide au développement/OCDE.

Note : Un tiret (—) indique que le montant est nul ou négligeable.

* Décaissements.

/...

Annexe I

LISTE DES PETITS ÉTATS OU TERRITOIRES INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT
FAISANT L'OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

Europe

Chypre
Malte

Afrique

Cap-Vert
Comores
Maurice
Sao Tomé-et-Principe
Seychelles

Asie et Pacifique

Fidji
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Kiribati
Maldives
Micronésie (États fédérés de)
Nauru
Nioué
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Samoa
Singapour
Tokélaou
Tonga
Tuvalu
Vanuatu

Asie occidentale

Bahreïn

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda
Antilles néerlandaises
Aruba
Bahamas
Barbade
Cuba
Dominique
Grenade
Îles Vierges américaines
Jamaïque
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Trinité-et-Tobago

Annexe II

LISTE DES ORGANISATIONS ET DES PAYS DONATEURS QUI ONT FOURNI
DES INFORMATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT

Organismes et programmes des Nations Unies

Département des services d'appui et de gestion pour le développement
Commission économique pour l'Afrique (CEA)
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)
Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH)
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Université des Nations Unies (UNU)
Programme alimentaire mondial (PAM)

Institutions spécialisées et organisations apparentées

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA)
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)
Organisation internationale du Travail (OIT)
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
Organisation maritime internationale (OMI)
Banque mondiale
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Union postale universelle (UPU)
Organisation mondiale de la santé (OMS)
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Organisation mondiale de la propriété industrielle (OMPI)

Organisations intergouvernementales

Banque africaine de développement (BAfD)
Banque asiatique de développement (BAsD)
Banque de développement des Caraïbes
Banque interaméricaine de développement (BID)
Banque islamique de développement (BIsD)
Secrétariat du Commonwealth
Organisation mondiale du tourisme (OMT)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Pays donateurs (aide bilatérale)

Allemagne, Australie, Autriche, Canada, États-Unis d'Amérique, Japon et Nouvelle-Zélande

Organisations non gouvernementales

Action for Development
Barbados National Trust
Caribbean Natural Resources Institute
Caribbean People's Development Agency
Centre pour la science et la technologie des pays non alignés et autres pays en développement
Environmental Defender's Office Ltd
Foundation for International Environmental Law and Development
Association internationale des ports
Conseil international d'éducation des adultes
Institut international pour l'environnement et le développement
Comité international de l'environnement lacustre
Institut international de l'océan
Conseil scientifique international pour le développement insulaire
International Society for Mangrove Ecosystems
Union internationale des instituts de recherches forestières
Island Resources Foundation
Liga dos Amigos do Paul
Mauritius Council of Social Service
Solar Lookers International
Solomon Islands Development Trust
Comité d'action du Pacifique Sud pour l'écologie humaine et l'environnement
Tata Energy Research Institute
Centre mondial de surveillance pour la conservation
Fonds mondial pour la nature